

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LV, No. 3 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 29 janvier - 5 février 2025

EN DÉPITS DES PROPOS RASSURANTS DU PRÉSIDENT WILLIAM RUTO Rien n'est assuré pour la MMAS dirigée par le Kenya Personne ne sait sur quels pieds danser avec Trump...

Par Léo Joseph

Le mandat de Joe Biden fini et le changement de garde, à la Maison-Blanche, ayant porté Donald Trump au pouvoir, l'espoir qu'entretenait, jus-

qu'ici, le président du Kenya de transformer la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS) risque de s'évanouir, à brève échéance. Présentement en mode de multiplier les économies dans le

sens des avantages des États-Unis, il faut craindre que les pays bénéficiaires d'« aide étrangère » ne soient sacrifiés sur l'autel de ce nationalisme mal compris qui semble inspirer l'humour du nouveau loca-

taire de la résidence officielle du chef d'État américain.

En effet, détenteur du cordon de la bourse des États-Unis, M. Trump, tout en res-

En ce sens, le président Ruto, qui semblait attendre impatiemment les échéances de l'aide promise par l'ex-président Biden, devrait s'armer de pru-

EN DÉPIT DES AFFRONTLEMENTS POLICE-GANGS ARMÉS ANNONCÉS

Les criminels continuent de mener leurs attaques où ils veulent et quand ils veulent

Désormais les agressions dirigées sur des convois diplomatiques

Par Léo Joseph

Au lieu de mettre fin à leurs attaques criminelles ou de s'enfoncer dans des trous, les bandits qui sème le deuil et la terreur, dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, se sont aguerris. D'une escalade à une autre, ils affichent leur ferme volonté de renforcer leur violence sur la population civile, en dépit de la présence de, désormais, plus d'un millier de



Alix Didier, Fils-Aimé, le puits-né des alliés des gangs armés.

policiers et de militaires étrangers déployés sous le leadership de policiers du Kenya, dont la mission consiste à aider la Police haïtienne à éradiquer les bandits armés. Les membres de la coalition « Viv Ansanm », sous la houlette de Jimmy Chérizier, alias Barbecue. Cette semaine, tout en passant de la parole aux, par rapport à leurs promesses d'attaquer des quartiers de Port-au-Prince, ils

Suite en page 5



Donald Trump est-il un vrai ami de William Ruto !

tant attaché à la « générosité », qui caractérise la politique étrangère traditionnelle de son pays, se laisse aussi guider par l'idée selon laquelle la corde ne doit pas être déliée dans n'importe quelles conditions.



Le président du Kenya William Ruto

dence, car le nouveau chef d'État américain n'est pas homme sur qui miser toutes ses espérances.

Ce conseil de sagesse ren-

Suite en page 8

L'APPEL À MANIFESTATION ET À LA VIOLENCE CONTRE LE PRÉSIDENT COLOMBIEN IGNORÉ

Le président Gustavo Petro, ambassadeur reconnaissant de Colombie envers Haïti

Par Léo Joseph



Le président du CPT Leslie Voltaire accueillant le président colombien Gustavo Petro à Jacmel.

L'appel à la violence et à la manifestation qu'avait lancé des « journalistes activistes », de concert avec un diplomate autoproclamé a été souverainement ignoré par la population, qui voulait entendre le message empreint de solidarité et de reconnaissance que le premier mandataire de la Colombie devait prononcer à l'égard d'Haïti.

Attendu le mercredi 22 janvier, à Jacmel, dans le département du Sud-est, le président Gustavo Petro est arrivé à sa destination, après plus d'une heure de retard, ayant effectué une escale, à Santo Domingo, en République dominicaine. Reçu par le coordonnateur du Conseil prési-

Suite en page 2

HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

Haiti gets acknowledgement for being Mother of Liberty in the Western Hemisphere and elsewhere

As Haiti gets acknowledgement for being the mother of freedom for the Western Hemisphere, and while its current leader gets a warm welcome at the Vatican, one wonders how the country, now swamped with all sorts of problems, including the destructive armed gangs, can benefit from these honors, while approaching a moment of decision regarding presidential governance.

We will first linger on what the President of Colombia, Gustavo Petro, has done to put Haiti on an international pedestal. You probably read about the visit of the Colombian president's visit, on January 22, to Haiti. Instead of landing in Port-au-Prince, he chose Jacmel, the capital of the southeastern department, one of

Haiti's 10 departments, as the mini states are called. His choice of where he wanted to be officially welcomed in Haiti has a symbolism that escapes most. Jacmel is the city, then a village, that had welcomed Francisco Miranda and Simon Bolivar, who departed from there late in 1815 to liberate his country and others in Latin America.

Identification with Haiti and Haitians by the Colombian president

In his official speech, he began by stating a "Special Greeting to my people, my brothers." Then he went on with his salute to Leslie Voltaire, the president of the Transitional Presidential Council

Continued to page 7

L'APPEL À MANIFESTATION ET À LA VIOLENCE CONTRE LE PRÉSIDENT COLOMBIEN IGNORÉ Le président Gustavo Petro, ambassadeur reconnaissant de Colombie envers Haïti

Suite de la page 1

dentiel intérimaire (CPT), Leslie Voltaire, accompagné du Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé ainsi que des membres de son gouvernement, de hauts gradés de la Police nationale avec d'autres hauts fonctionnaires de l'administration publique, la présence de M. Petro s'est révélée un événement historique marqué d'une pierre blanche et dont Haïti est fier. La crise multiforme, y compris sécuritaire, dans laquelle se débat le pays n'a pas empêché le gouvernement intérimaire d'offrir un accueil chaleureux et digne à Gustavo Petro.

Il est donc opportun de publier le discours d'occasion du président colombien qui apporte les propos de reconnaissance de son pays, à l'égard d'Haïti pour l'aide en hommes, armes et munitions, ainsi qu'en argent qu'Haïti, sous le gouvernement d'Alexandre Pétion, avait fourni aux libérateurs de la grande majorité des pays d'Amérique Latine. Simon Bolivar et Francisco Miranda, qui avaient débarqué à Jacmel, quand ils venaient chercher de l'aide au près de la première République nègre du monde, séjournaient, avec leur suite, durant des mois

dans cette ville et dans le chef-lieu du département du Sud, la ville des Cayes.

Voici, offerte à tout un chacun, l'occasion de savourer l'allocution du président Gustavo Petro.

Le discours du président Gustavo Petro prononcé à Jacmel, Haïti

Un salut très spécial à mon peuple



Séance de travail entre les deux présidents, le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé et des hauts fonctionnaires d'Haïti et de Colombie.

frère d'Haïti, qui nous accompagne aujourd'hui, et permettez-moi de parler en espagnol. Je peux comprendre et lire le français, mais je ne peux pas le parler, sauf peut-être avec une bouteille

de vin à côté, bien sûr.

Monsieur le Président du Conseil de transition d'Haïti, Leslie Voltaire,

Monsieur le Premier ministre de la République d'Haïti, et Monsieur le premier ministre le Conseiller Président Edgar Leblanc, Mesdames et Messieurs les ministres de la République

d'Haïti, directrices, ministres et membres de la délégation de la République de Colombie, le groupe folklorique Explosión Cultural, les médias régionaux et internationaux.

Nous nous trouvons exactement là où Francisco Miranda et Simón Bolívar, pleins de rêves et peut-être de peurs, sont partis. Ils ont dormi ici, dans ce village. Ils ont cherché du soutien, l'ont trouvé, puis sont partis à la conquête de la liberté sur notre continent, dans nos terres, nos montagnes, nos plaines, et nos plages magnifiques. Ils ont annoncé au monde que l'heure de la liberté était arrivée, inspirés par vous, le peuple haïtien, qui avez réalisé l'une des révolutions les plus grandes et les plus profondes au monde.

Une révolution qu'on oublie aujourd'hui, qu'on cache. On tente de la masquer, en pensant que les révolutions ont été faites par des Blancs, là-bas à Paris, à Moscou, ou à Washington. Mais l'histoire oublie qu'une révolution noire a levé son drapeau ici pour briser l'une des pires formes d'esclavage. Elle a crié à l'Afrique, à l'Asie, à la Chine, à Cuba, aux Caraïbes, et à toute l'Amérique du Sud, qu'il était temps pour la liberté.

Ce cri, porté par ceux qui étaient enchaînés et qui ont brisé leurs chaînes, a résonné jusqu'à la Colombie, au Venezuela, en Équateur et au Panama. Il a affirmé que personne ne devait être esclave,

quelle que soit sa couleur, et que l'humanité ne pouvait exister que si chaque personne était libre.

Il n'y a pas d'humanité sans être libres.

L'époque de l'émancipation est arrivée et a touché le cœur du monde. Parfois, je dis que la Colombie est le cœur du monde. Et si ce cœur se remplit de sang, de décadence et de servitude envers l'étranger, le cœur de l'humanité meurt.

Je veux vous remercier d'avoir aidé mon Amérique, ma Colombie, à atteindre la liberté. Vous nous avez même offert notre drapeau. Certains disent qu'il reflète les tons de la peau et des yeux d'une femme blonde. Peut-être est-ce une blague.

Mais non. Notre drapeau ne reflète pas la monarchie. Il a été conçu pour lutter contre elle. C'est pourquoi nous sommes une République. Ce drapeau a été fabriqué par des mains noires, pas par des mains blanches.

Ce drapeau a été conçu ici, inspiré par la révolution haïtienne. Sa couleur bleue et rouge ne représente pas seulement le ciel ou le sang versé pour la liberté. Ces couleurs symbolisent aussi

Suite en page 6

**LES SOUSCRIPTIONS
SONT OUVERTES**
TROUVEZ LE PLAN
D'ASSURANCE SANTÉ


QUI VOUS CORRESPOND

Grâce à de nouvelles réductions des coûts
dès 2025, vous pourriez économiser encore
plus sur vos frais médicaux.

SOUSCRIVEZ DÈS AUJOURD'HUI



 nystateofhealth.ny.gov

 1-(855) 355-5777



LE COIN DE L'HISTOIRE

Les présidents américains et Haïti

Par Charles Dupuy

Commençons par Jefferson qui disait se lever la nuit en sueur, comme réveillé par le tocsin du village pour ouvrir les fenêtres, obsédé qu'il était par cette révolution de Saint-Domingue, cette République d'Haïti, cette colonie française que les esclaves noirs, supérieurs en nombre, avaient raché à leurs maîtres blancs. Effrayé, il voyait le même phénomène démographique se développer aux États-Unis. La loi du nombre jouait inexorablement en faveur des esclaves qui, par la seule force du nombre deviendraient un jour les maîtres du pays. Comme on sait, le renversement démographique ne se fera que près d'un siècle plus tard avec l'arrivée de ces millions d'immigrants polonais, italiens, irlandais, allemands, russes, tous ces nouveaux venus européens qui allaient rendre les Noirs minoritaires aux États-Unis. (aujourd'hui environ 12% de la population)

En 1826, après la ratification de l'Ordonnance royale de Charles X « octroyant » l'indépendance aux Haïtiens, le président John Quincy Adams, sauta sur l'occasion pour signifier que les Haïtiens, en ratifiant un tel acte, avaient rendu leur indépendance caduque et en prit prétexte pour refuser l'admission d'Haïti au Congrès de Panama. À l'époque pourtant, sur le tableau des échanges, Haïti figurait comme le cinquième partenaire commercial des États-Unis. En réalité, c'est la présence de diplomates noirs à Washington qui posait un problème.

Dans son message au Congrès du 3 décembre 1861, le président Abraham Lincoln recommandait aux parlementaires de reconnaître l'indépendance de la République d'Haïti. On prétend qu'il avait été inspiré par son ami William Florville, un jeune haïtien originaire du Cap-Haïtien qui lui inspira l'idée généreuse d'abolir l'esclavage sur le territoire américain. Peu après, le 5 juin 1862, Lincoln nommait Benjamin Whidden agent diplomatique des États-Unis en Haïti tandis que le colonel Ernest Rou-

main présentait ses lettres de créance au Département d'État comme chargé d'Affaires à Washington. Notons que pendant tout le XIXe siècle les États-Unis enverront des diplomates noirs à Port-au-Prince, Eben-Ezer Don Carlos Basset, le premier de sa race à diriger une mission diplomatique américaine, suivi de John Thompson, William F. Powell, Frederick Douglass, Watson Furniss, tandis qu'Haïti leur retournera la politesse en nommant des ambassadeurs multiraces, Stephen Preston, Jacques Nicolas Léger, Alexandre Tate, Hannibal Price, etc. Signalons que le premier ambassadeur noir d'Haïti, à Washington, fut Horace Pauléus Sannon, sous Antoine Simon. Joseph D. Charles sera le suivant, sous le président Estimé.

Si l'amitié qui lia le président Lincoln à William Florville est bien connue du grand public, on sait peut-être moins, aujourd'hui, que Woodrow Wilson, le président américain sous l'administration duquel commença l'Occupation américaine d'Haïti, en 1915, invitait assez régulièrement à la Maison Blanche M. Dandurand, un diplomate français, et le très érudit ambassadeur d'Haïti à Washington, M. Solon Ménos, dont il appréciait la richesse de la conversation.

En 1870, les relations entre Haïti et les États-Unis se trouveront passablement refroidies puisque Port-au-Prince s'était opposé à la signature d'un traité d'annexion de la République dominicaine par les États-Unis que négociaient les présidents Grant et Baez. Par référendum le peuple dominicain avait choisi majoritairement l'annexion, annexion à laquelle s'était farouchement opposé le sénateur américain Charles Somner. (À cause de cela les États-Unis laisseront tomber Haïti au moment de l'affaire Luders).

Le président Franklin Delano Roosevelt s'est rendu en Haïti, en 1934, au Cap-Haïtien, plus exactement, pour annoncer la fin de l'Occupation américaine. Ce n'était pas la première visite de Roosevelt en Haïti, pays qu'il avait visité en plusieurs occa-

sions, en qualité d'assistant secrétaire de la Marine et où il s'était lié d'amitié avec les journalistes Ernest Chauvet et André Chevalier. C'est en compagnie de ces derniers qu'il avait exploré à dos de cheval une bonne partie du pays, l'île de la Gonâve tout particulièrement. Contrairement à l'opinion publique, qui soutenait qu'il avait été le rédacteur de la constitution de 1918, F. D. Roosevelt se défendra toujours d'avoir rédigé cette constitution que, selon le président Warren Harding « *les baïonnettes américaines avaient enfoncé dans la gorge du peuple haïtien* ».

Rappelons l'amitié dont témoigna Dwight D. Eisenhower envers Paul Magloire. C'est, en effet, celui-ci qu'on verra toujours assis à sa droite pour présider la réunion des chefs d'État du continent tenue au Panama et qu'il recevra avec les plus grands honneurs à la Maison Blanche où il dormira au deuxième étage, dans la chambre de Lincoln. Le 31 janvier 1955, le président Magloire était reçu en héros à New York avec la fameuse parade de confettis sur la 5e avenue. Signalons qu'à son arrivée à Washington, Magloire avait été accueilli au pied de l'avion par le vice-président Nixon accompagné de sa femme. Magloire s'adressa à la session plénière du 84e Congrès des États-Unis et fera la couverture du *Time* de février 1954. Signalons, au passage, que la mère de Dwight D. Eisenhower était une Mulâtresse, qui avait épousé un immigrant allemand.

Kennedy s'opposera de manière frontale à François Duvalier, qu'il invitait par ultimatum à quitter le pouvoir au moment dé terminé par la constitution. Comme Duvalier considérait qu'il avait été légalement réélu et restait accroché au Palais, Kennedy dénonça le traité de 1919, qui faisait de la gourde la monnaie la plus stable du monde, (cinq gourdes équivalant à un dollar américain) et cessa tous les programmes d'aide envers Haïti.

Jimmy Carter fut envoyé à la Maison Blanche, par les , en 1976. Il s'était en gagé à faire des droits humains « *l'âme de sa politique étrangère* ». Afin de

mesurer la validité de ses engagements, le pasteur Luc Nérée lui écrivit une lettre pour décrire les méfaits de la dictature duvaliériste en Haïti. Carter répondit à son coreligionnaire qu'il le soutiendra dans sa lutte et qu'il pensait même aller prier dans son église, si l'occasion devait se présenter. Les sbires du régime allèrent aussitôt molester le pasteur Nérée et firent des centaines d'arrestations... mais il n'était plus possible désormais de faire des prisonniers politiques sans provoquer la colère de Washington ou éveiller la méfiance des organisations comme Amnistie internationale ou Human Rights Watch. Carter s'était rendu à Port-au-Prince, lors de l'élection avortée après le massacre des électeurs à l'école Argentine Bellegarde, à Ruelle Vaillant, et assista personnellement à la prestation de serment d'Aristide.

Ronald Reagan n'aura que rarement l'occasion de s'occuper du dossier haïtien. La première fois c'était pour blâmer l'Argentine, qui avait choisi de régler par les armes son conflit avec l'Angleterre, à propos des îles Malouines, alors que, dira-t-il, les États-Unis ont un conflit de même nature avec la République d'Haïti (au sujet de l'île de La Navase), que les deux pays tentent de régler pacifiquement. Reagan parlera aussi d'Haïti pour annoncer des rétorsions économiques contre le gouvernement de Jean-Claude Duvalier coupable de vouloir réprimer la révolte populaire dans le sang. C'est Reagan qui organisera la fuite pour l'exil de Jean-Claude Duvalier, à bord d'un avion militaire américain, à destination de la France.

Plus près de nous, Bill Clinton se sera rendu trente-huit fois en Haïti. Ce fut d'abord comme simple touriste, au début de la dictature duvaliériste avant que, devenu chef d'État, il ne multiplia les visites. Ce fut, tout d'abord en 1995, quand il se rendit en Haïti, afin de rencontrer les soldats américains de l'opération « *Uphold Democracy* » cantonnés à Port-au-Prince. C'est après sa présidence, qu'il enchaînera les visites, s'immiscera dans les affaires politiques haïtiennes où il s'octroie tous les pouvoirs, dictait ses exigences en véritable proconsul et agissait en cette qualité. On prétend même que lui et sa femme, Hilary Rodham, avaient le dernier mot dans le choix du personnel politique et désignaient eux-mêmes les futurs présidents. Les choix écono-

miques de Clinton seront catastrophiques pour Haïti. La Banque mondiale et l'USAID, afin de garantir la sécurité alimentaire et briser l'inflation, avaient exigé une baisse radicale des droits de douane en Haïti, lesquels passèrent de 30 % à 3%, au cours des années 1980. Le résultat en fut que la production locale des denrées de base ne put résister à la concurrence étrangère (américaine pour l'essentiel) qui envahissait le marché. Découragés, les paysans haïtiens ralentirent ou cessèrent la production avec tous les effets néfastes que l'on peut supposer. En 2010, Bill Clinton reconnaîtra, devant le Sénat américain, que cette politique, dont il fut l'un des promoteurs, fut une erreur.

On connaît la piètre estime que nourrit le président Donald Trump envers Haïti, le Salvador et quelques pays africains, qu'il eut à qualifier de « *Shit Hole Country* » soulevant alors l'indignation de l'opinion publique internationale.

Dans une entrevue, qu'il donnait à une grande chaîne de télévision, le sénateur Joe Biden, devenu, par la suite, président des États-Unis, eut à déclarer à propos d'Haïti que si cette petite république montait cent pieds au-dessus du niveau de la mer ou si, au contraire, elle plongeait cent pieds en-dessous des flots, cela ne lui ferait ni chaud ni froid.

J. D. Vance, le vice-président de Donald Trump, nous apprend, dans son autobiographie *Hill Billy Elegy*, un best-seller paru en 2016, vendu à plus de trois millions d'exemplaires : « *Durant mes quatre années passées dans le Corps des Marines, j'ai vu en Haïti un degré de pauvreté que je ne pensais pas pouvoir exister* » (p.177) (« *During my four years in the Marines, I had seen in Haïti, a level of poverty I never knew existed* »). En effet, en août 2004 le soldat de deuxième classe J.D Vance était déployé en Haïti dans le cadre de la Mission de maintien de la paix de l'ONU. Le contingent d'environ 100 Marines venant de Cherry Point, en Caroline du Nord, débarque à Port-au-Prince pour rétablir l'ordre, après la démission du président Jean-Bertrand Aristide et son départ pour l'exil en Afrique. Ces Marines occuperont les positions défensives autour de l'aéroport de Port-au-Prince et se retireront en novembre 2004. C.D. coindelhiste@gmail.com (514) 862-7185 / (450) 444-7185.

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Brooklyn Dreams Charter School (K-8)

259 Parkville Avenue, Brooklyn, NY 11230-1310
BrooklynDreamsCharterSchool.org
718-859-8400

Brooklyn Excelsior Charter School (K-8)

856 Quincy St, Brooklyn, NY 11221-3612
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org
718-246-5681

Brooklyn Scholars Charter School (K-8)

2635 Linden Blvd, Brooklyn, NY 11208-4907
BrooklynScholarsCharterSchool.org
718-348-9360

Riverton Street Charter School (K-8)

118-34 Riverton Street, St. Albans, NY 11412-4024
RivertonStreetCharterSchool.org
718-481-8200

DE L'OUVERTURE DES INSCRIPTIONS

La période des inscriptions concernant l'année scolaire 2025-2026 prendra fin le 1er avril 2025 à 17 heures. Vous pouvez obtenir des demandes en prenant contact avec l'établissement concerné. Si le nombre de demandes reçues pendant la période des inscriptions dépasse le nombre de places disponibles, un tirage au sort sera nécessaire. Le tirage au sort, le cas échéant, sera effectué en direct aux dates ci-après :

Brooklyn Dreams Charter School – 03 avril 2025 à 9h00

Brooklyn Excelsior Charter School – 03 avril 2025 à 10h00

Brooklyn Scholars Charter School – 03 avril 2025 à 11h00

Riverton Street Charter School – 03 avril 2025 à 14h00

Les demandes reçues après la période des inscriptions seront acceptées par ordre d'arrivée en fonction des places disponibles restantes. Des listes d'attente seront constituées à ce titre.

DE LA POLITIQUE DE NON-DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES ÉLÈVES

Les Académies du patrimoine national (National Heritage Academies) ne pratiquent aucune discrimination ni ne limitent l'admission d'un élève sur une base illégale, notamment sur la base de l'origine ethnique, de l'origine nationale, de la couleur, du besoin de services d'éducation spéciale, du sexe, du genre, du handicap, des capacités intellectuelles, des mesures de réussite ou d'aptitude, des capacités athlétiques, de la race, de la croyance, de la religion ou de l'origine ancestrale. Un établissement scolaire ne peut exiger aucune démarche de la part d'un élève ou de sa famille (concours d'entrée, entretien, test, participation à une séance d'information, etc.) pour qu'un candidat reçoive ou soumette une demande d'admission dans cet établissement.

EN DÉPIT DES AFFRONTLEMENTS POLICE-GANGS ARMÉS ANNONCÉS

Les criminels continuent de mener leurs attaques où ils veulent et quand ils veulent

Désormais les agressions dirigées sur des convois diplomatiques

Suite de la page 1

ont, en même temps, dirigé leurs attaques sur des convois diplomatique et consulaire, causant la mort d'un représentant consulaire.

En effet, cette semaine a été riche en actes criminels, tant à la capitale que dans des zones provinciales, la commune de Gros-Morne, dans le département de l'Artibonite, étant toujours une cible privilégiée des malfaiteurs. Cette semaine, les bandits ont monté d'un cran leur violence dirigeant des tirs, sur un véhicule de l'ambassade américaine, dans la matinée du lundi 20 janvier. Un communiqué de la Police nationale condamnant cette attaque a déclaré qu'un employé de la mission diplomatique américaine, qui n'a pas été identifié, a essuyé des blessures.

Le lendemain, soit dans la matinée du mardi, 21 janvier deux voitures du Consulat général de l'Inde ont essuyé des tirs de la part des hommes lourdement armés. Selon l'organe de presse en ligne *lefilletinfo.com*, la fille du consul général indien et un des deux chauffeurs, ont été blessés, précisant qu'ils ont été transportés à l'hôpital. Selon une autre version communiquée par un autre média, la femme blessée serait plutôt une employée du Consulat, qui aurait trouvé la mort.

De toute évidence, les gangs armés ont décidé de renforcer les actes criminels croyant pouvoir décider ainsi là où ils veulent et quand ils veulent. Puisque la présence de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, ni les opérations menées de manière sporadique contre eux par les forces de l'ordre appuyées par celle-ci n'ont pas l'air de les dissuader. Au fait, les criminels semblent répondre du tac au tac, ne laissant jamais passer vingt-quatre heures sans donner la réplique à leurs actions orchestrées dans leur fiefs. Quand bien même ils auraient lancé des messages laissant prévoir de telles actions, les autorités policières n'ont jamais pris l'initiative de les attendre au moment de leurs attaques. Ni non plus de mener des actions punitives.

Les auteurs des carnages courent encore

L'observateur objectif ne peut s'empêcher de constater l'absence de crédibilité des hommes au pouvoir, en Haïti, que ce soit Ariel Henry ou Jovenel Moïse avant

lui, son successeur, le Conseil présidentiel intérimaire (CPT)-Gary Conille ou la présente structure gouvernementale. Car, tous indistinctement ont brandi l'argument selon lequel de telles crimes ne sauraient rester impunis.

En effet, le Premier ministre actuellement logé à la primature avait promis une action punitive musclée contre Mikanor, après



Gary Conille, l'associé importé des gangs armés.

que ce dernier et ses troupes eurent perpétré l'assassinat de plus d'une dizaine de personnes, dans le quartier appelé Wharf Jérémie. Il y a à peine une semaine, les gangs de Savien ont exécuté, au moins, une dizaine de citoyens des deux sexes, en plus d'au moins un enfant. Il semble que les dirigeants n'aient pas encore eu vent de cette information, puisqu'il leur reste à se prononcer là-dessus.

Le massacre le plus pléthorique qu'ait jamais perpétré les criminels de Savien, le gang « Gran Griff », à Pont-Sondé, dans l'Artibonite, a exécuté plus d'une centaine de personnes. Com mis sous l'administration de Gary Conille, ce dernier ne tardait pas à poser l'acte qui s'imposait normalement. À l'instar d'Ariel Henry et du président Jovenel Moïse, qui assumait alors le pouvoir exécutif, ceux qui avaient ce crime odieux devaient s'entendre dire qu'ils n'allaient plus pouvoir dormir à poings fermés. Puisqu'ils avaient des comptes à rendre à brèves échéances. Non comptant de lancer ces menaces lui-même, son ministre de la Justice, l'avocat Carlos Hercules, s'était arrêté pour lancer les paroles suivantes : « Vous serez poursuivis jusque dans votre dernière tranchée ».

Moins de quarante-huit heures après avoir proféré ses menaces, Gary Conille et son ministre des Affaires étrangères, Domini que Dupuy, devaient mettre le cap, tour à tour chez les Émirats

arabes, le Kenya et les États-Unis. Aucune action qui aurait pu justifier les menaces proclamées n'a été lancée contre les malfaiteurs. Au fait, il semble que M. Conille avait complètement oublié que son gouvernement avait un contentieux à vider avec les bandits. Des semaines se sont écoulées, sans jamais, un seul jour, faire allusion aux dossiers des massacres. Il a été mis à pied comme Premier ministre, par le Conseil présidentiel intérimaire, sans se donner l'occasion de convertir ses promesses en actions. À cet égard, on peut dire que lui et ses patrons de la CPT étaient logés à la même enseigne, par rapport à ce sujet. Car après qu'il eut été éjecté du gouvernement le dossier des massacres a été tout bonnement enterré après lui.

Quant à Ariel Henry, il est passé pour maître dans la proclamation de fausses promesses. D'aucuns diraient, qu'à cet égard, il serait l'héritier légitime de son prédécesseur. La semaine dernière, c'était l'anniversaire du massacre, à Savien, de sept policiers, par le



Jovenel Moïse, le premier associé des gangs armés.

gang « Gran Griff » dirigé par Elan, installé à Savien. Ces derniers avaient confisqué les cadavres. Mais la Police n'a jamais été pourvue « en moyens » pour mener une action d'envergure, qui aurait favorisé la reprise des restes des victimes. Aussi leurs familles n'ont-elles pas pu offrir des funérailles dignes à leurs bien-aimés. Jusqu'à ce que Ariel Henry eût été évincé par les Américains.

Quant à Jovenel Moïse, avant Ariel Henry, on pourrait dire qu'il est à l'origine de la politique de bluff dont a hérité ses successeurs en bloc. On eut dit que, en ce sens, il passait ses mots d'ordre d'ou tre-tombe. Le premier carnage orchestré était l'œuvre d'Izo, qui règne en maître à Village de Dieu. Les neuf policiers expédiés dans une opération musclée ne sont

jamais retournés à leur base.

En effet, les dirigeants policiers avaient autorisé une descente dans le fief d'Izo. Possédant des antennes, au sein de l'institution, les criminels avaient été prévenu de l'arrivée des policiers, qui avaient pris place dans deux véhicules blindés. Informés de cette visite inopinée, les malfaiteurs tendaient une embuscade aux



Ariel Henry, associé numéro 3 des gangs armés.

policiers, sous forme de fossés profonds qu'ils ont soigneusement recouverts. Arrivés à Village de Dieu, les véhicules se trouvaient immobilisés, les exposant à l'attaque meurtrière des hommes d'Izo, qui en ont massacré au moins six, en sus d'autoriser la récupération de trois autres, blessés, pour être transportés à l'hôpital Bernard Mevs. On savait que les malfaiteurs avaient confisqué un blindé, mais on ignore, jusqu'ici, ce qui était arrivé à l'autre véhicule. La PNH s'était alors vu imposer une rançon, dont elle n'a jamais révélé la taille, pour racheter ce blindé.

Tout compte fait, la manière dont est menée la stratégie, les gangs armés ne sont pas traités comme des ennemis du gouvernement. Après avoir été créés par Joseph Michel Martelly, ce dernier s'est arrangé pour que ses successeurs soient des protecteurs de ses hommes armés et qu'ils trouvent en eux des collaborateurs fidèles et sincères. D'où la consécration de Jovenel Moïse à sa place pour continuer sa politique. Mort dans les conditions que l'on sait, sans avoir pu, comme son prédécesseur, choisir son remplaçant, qu'il devait trier sur le volet, alors que pris à l'improviste, Martelly n'avait pas les coudées franches pour monter une équipe à son choix, la communauté internationale, par le biais du CORE Group, s'en était chargé.

Voilà Ariel Henry mis en pla

ce, dont la politique restera inchangée avec, dans un premier temps, un régime monocéphale qu'il dirigeait; puis, dans un second temps, une administration multicéphale composée d'un exécutif, cette fois à neuf têtes, et un Premier ministre. Et dans un troisième temps, encore avec une administration composée, une fois de plus, d'un exécutif multicéphale, à neuf têtes, en sus d'un Premier ministre.

Il faut dire que M. Fils-Aimé s'évertue, jusqu'ici, à se garder de donner le change à ses concitoyens, dans ses déclarations. D'ailleurs, le fait de rappeler Mario Andréol sous le drapeau pourrait vouloir dire qu'il s'est engagé dans une autre direction, par rapport à ses prédécesseurs. Mais combien de temps cette tendance peut-elle encore durer ?

Avec une MMAS de plus de mille membres, ou presque, composée de policiers et de militaires d'au moins sept pays, on devrait s'attendre à une vraie action contre les criminels, et rétablir la sécurité et la paix dans un bref délai. Comment peut-on comprendre qu'en dépit de ces multiples déploiements, que les criminels soient toujours en mesure de lancer leurs attaques les plus désastreuses quand ils veulent et là où ils veulent ? Pourquoi ceux qui disent déterminés à en finir avec les gangs armés leur permettent-ils de renforcer leur emprise sur le pays ? Comment alors peuvent-ils repousser l'argument faisant d'eux les destructeurs de la Police nationale et les artisans du chaos en Haïti ?

L.J.



GRENN PWONMENN

Anpil leson nan deplasman prezidan Kolonbi Gustavo Preto ki vin Ayiti

Depi kèk tan, Ayiti ap pran move kou, nou pa tande anyen de bon pou peyi a, sitou avèk kesyon gang ki anvayi toupato. Menm kapital la, Pòtoprens, li plis pase 80 pou san (80 %) anba kontwòl gang. Se pa nou ki di, se Nasyon Zini. Enben, sanble gen youn ba gay k ap chanje, paske pou semèn sa a, se bon nouvèl n ap bay, se pa nou menm ki fè yo.

Ann kòmans ak 22 janvyè, youn 22 ki pa gen anyen pou wè ak defen diktatè François Duvalier (Franswa Divalye) ki te toujou chwazi dat 22 pou l fè tout zafè l yo. Fwa sa a se sandout pa aza ke se jou sa a Prezidan Petro te chwa zi pou l rive Ayiti, nan avyon l ki te atè nan vil Jakmèl, pa nan Pòtoprens. Sè ke alapapòt msye t ap bay youn leson anpil mounn pa konnen. Pi devan, lè li t ap fè diskou l la, li te eksplike kijan Jakmèl ak peyi l makonnen ansanm. Kòm si pa t gen Jakmèl, peyi l ta ka pa egziste. Pi devan m ap ban nou plis sou sa.

Youn move son klòch anvan bon bagay la

Fò m di nou ke gen Aysisyen ki kritike gouvènman lakay la ki te fè dekese 500 milyon goud (plis pase 3 milyon 8 san mil dola (\$3.8million) pou depans ki fèt pou akeyi prezidan kolonbyen an. Lè pou yo kritike gwo chabrak yo pou jan yo gaspiye lajan peyi a yo pa fè l. Mwen pa pral pi lwen pase

4 milya dola (\$4 000 000 000.00) lajan PetroKaribe peyi Venezwela a, ke Michel Joseph Martelly, Laurent Lamothe ak tout lòt asosye l yo te disparèt, san bay okenn eksplikasyon. Epi yo toujou la ap jwi lajan yo.

Alò, pou mwen menm, mwen kwè Ayiti pral benefisye pi devan pou depans ki fèt pou prezidan Kolonbyen an, ki montre li gen anpil respè pou Ayiti. Li menm di Ayiti se tankou manman peyi Kolonbi. Pi devan na tande plis.

Youn diskou pou Aysisyen, men pou lemond antye tou, Ayiti vrèman alonè !

M ap kite Prezidan Gustavo Preto eksplike relasyon ki genyen ant peyi l ak Ayiti epi avèk anpil lòt peyi.

Nan youn diskou byen long li te fè pandan li te Jakmèl la, nou ka konprann ke li te pase youn bon bout tan ap prepare pou pale, pa sèlman ak Aysisyen, men avèk lemond antye. Verite li bay yo gen plis sans ke li bay yo ann Ayiti. Li mande eskiz paske l pa pale franse. Li fè youn ti blag, li di si l gen youn ti boutèy diven bò kote l, li ka li youn ti franse. Se pou sa li pale panyòl. Men nou gen vèsyon franse a pou nou, ke m kwè nou tout ap konprann trè byen.

Alapapòt, nan salitasyon an, li anbrase nou: « **Un salut spécial à mon peuple frère d'Haïti, qui nous accompagne aujourd'hui.**

.. » Epi l salye tout gwo chèf, an kòmansan pa « *Monsieur le Président du Conseil de transition d'Haïti, Leslie Voltaire...* » M ap mande eskiz a tout lòt yo ke l te site non yo, men ke m pa site. Vrèman, nap dakò avè m ke tou sa l ap di yo gen plis valè pase pli-zyè go non. Msye ap montre nou, ansanm ak lemond antye kisa Ayiti —ak Aysisyen— reprezante. Men pou nou, an franse nèt al kole :

« *Nous nous trouvons exactement là où Francisco Miranda et Simon Bolivar, pleins de rêves et peut-être de peurs, sont partis. Ils ont dormi ici, dans ce village. Ils ont cherché du soutien, l'ont trouvé, puis sont partis à la conquête de la liberté sur notre continent, dans nos terres, nos montagnes, nos plaines et nos plaines magnifiques. Ils ont annoncé au monde que l'heure de la liberté était arrivée. Inspirés par vous, le peuple haïtien, qui avez réalisé l'une des révolutions les plus grandes et les plus profondes au monde. Une révolution qu'on oublie aujourd'hui, qu'on cache. On tente de la masquer, en pensant que les révolutions ont été faites par des Blancs, là-bas à Paris, à Moscou, ou à Washington. Mais l'histoire oublie qu'une révolution noire a levé son drapeau ici pour briser l'une des pires formes d'esclavage. Elle a crié à l'Afrique, à l'Asie, à la Chine, à Cuba, aux*

Caraïbéens et à toute l'Amérique du Sud, qu'il était temps pour la liberté.

Le cri de liberté d'Haïti a causé la libération de beaucoup de pays

« *Ce cri, porté par ceux qui étaient enchaînés et qui ont brisé leurs chaînes, a résonné jusqu'à Colombie, au Venezuela, en Équateur et au Panama. Il a affirmé que personne ne devait être esclave, quelle que soit sa couleur, et que l'humanité ne pouvait exister que si chaque personne était libre. Il n'y a pas d'humanité sans être libres.*

« *L'époque de l'émancipation est arrivée et a touché le cœur du monde. Parfois, je dis que la Colombie est le cœur du monde. Et si le cœur se remplit de sang, de décadence et de servitude envers l'étranger, le cœur de l'humanité meurt.*

Le drapeau bleu et rouge, un héritage de la libération d'Haïti

« *Je veux vous remercier d'avoir aidé mon Amérique, ma Colombie, à atteindre la liberté. Vous nous avez même offert notre drapeau. Certains disent qu'il reflète les tons de la peau et des yeux d'une femme blonde. Peut-être est-ce une blague.*

Mais non. Notre drapeau ne reflète pas la monarchie. Il a été conçu pour lutter contre elle. C'est pourquoi nous sommes une République. Ce drapeau a été fabriqué par des mains noires, pas par des mains blanches.

« *Ce drapeau a été conçu ici (à Jacmel), inspiré par la révolution haïtienne. Sa couleur bleue et rouge ne représente pas seule-*

ment le ciel ou le sang versé pour la liberté. Ces couleurs symbolisent aussi votre drapeau et votre révolution.

« *Le rouge et le bleu de votre drapeau ont résonné à travers l'Afrique, l'Europe et l'Amérique, là où des cœurs étaient prêts à se battre et à mourir pour la liberté.*

« *Ce cri a traversé le temps. Mais aujourd'hui, Haïti a été oublié. Les esclavagistes français ont même demandé des indemnités, comme si un être humain pouvait être une propriété privée. En Colombie, les esclavagistes voulaient aussi que leur perte d'« esclaves » soit indemniée. Cela a trahi les idéaux de Toussaint Louverture et de Pétion, qui avaient promis de libérer les esclaves.*

« *Et jusqu'à récemment, en Colombie, des descendants des esclavagistes ont gouverné, se croyant une race supérieure. Ils ont assassiné des centaines de milliers de Colombiens. Aujourd'hui, dans les centres de pouvoir blanc comme Washington ou New York, nous devons nous rappeler que ces lieux sont aussi façonnés par des luttes noires, des chants de liberté et des espoirs.*

« *Sans le peuple noir, sans les Mexicains, les États-Unis ne seraient rien.*

« *Les peuples latino-américains et caribéens doivent s'unir. Ceux qui nous rejettent finiront seuls, appauvris, en déclin. Nous devons nous aider mutuellement.*

« *À vous, peuple haïtien, je demande pardon pour les Colombiens qui ont tué votre président. Ils ne représentent pas le peuple colombien.*

« *Nous croyons en la vie, pas en la mort. Merci.* »

L'APPEL À MANIFESTATION ET À LA VIOLENCE CONTRE LE PRÉSIDENT COLOMBIEN IGNORÉ Le président Gustavo Petro, ambassadeur reconnaissant de Colombie envers Haïti

Suite de la page 2

si votre drapeau et votre révolution.

Le rouge et le bleu de votre drapeau ont résonné à travers l'Afrique, l'Europe et l'Amérique, là où des cœurs étaient prêts à se battre et à mourir pour la liberté. Ce cri a traversé le temps.

Mais aujourd'hui, Haïti a été oublié.

Les esclavagistes français ont même demandé des indemnités, comme si un être humain pouvait être une propriété privée. En Colombie, les esclavagistes voulaient aussi que leur perte d'« esclaves » soit indemniée. Cela a trahi les idéaux de Toussaint Louverture et de Pétion, qui avaient promis de libérer les esclaves.

Et jusqu'à récemment, en Colombie, des descendants d'esclavagistes ont gouverné, croyant à une race supérieure. Ils ont assassiné des centaines de mil-

liers de Colombiens.

Aujourd'hui, dans les centres de pouvoir blanc comme Washington ou New York, nous devons nous rappeler que ces lieux sont aussi façonnés par des luttes noires, des chants de liberté, et des espoirs. Sans le peuple noir, sans les Mexicains, les États-Unis ne seraient rien.

Les peuples latino-américains et caribéens doivent s'unir. Ceux qui nous rejettent finiront seuls, appauvris, en déclin. Nous devons nous aider mutuellement.

À vous, peuple haïtien, je demande pardon pour les Colombiens qui ont tué votre président. Ils ne représentent pas le peuple colombien.

Nous croyons en la vie, pas en la mort.

Merci.

Un message dans l'esprit de Romulo Betancourt et d'Hugo Chavez

Bien que les pays de l'hémisphère soient imbus du rôle joué par

Haïti, dans la proclamation de leur indépendance, il arrive rarement à en exprimer leur reconnaissance. L'actuel président de la Colombie se détache comme l'exception qui fait la règle, un rare officiel de son pays à se prononcer en ces termes d'Haïti. D'ailleurs, une majorité de ces pays avait affiché leur ingratitude envers ce pays, lors de la création, en 1948, de l'Organisation des États Américains (OEA).

Le discours prononcé à Jacmel, par Gustavo Petro, lors de sa visite officielle en Haïti, s'inscrit dans la meilleure tradition des dirigeants vénézuéliens, surtout Romulo Betancourt, dans les années 50 et 60, et Hugo Chavez, des chefs d'État du Venezuela qui faisaient des interventions dans lesquelles ils ne tarissaient pas de remerciements envers Haïti. Dans les années 40, sous l'administration de M. Betancourt, le Venezuela avait financé la construction de plusieurs lycées en cadeau à Haïti. Devenu pays exportateur

de produits pétroliers, sous le président Chavez, dans le cadre du programme PetroCaribe, créé afin de livrer les produits pétroliers à bon marché aux pays de la Caraïbe et d'Amérique Latine, Haïti bénéficiait également de la générosité de la République boli-

variennne, nom donné par l'État vénézuélien, sous l'administration Chavez.

En clair, le Venezuela a toujours été un grand ami d'Haïti qui, au fil des ans, a bénéficié de sa largesse et de sa solidarité.

L.J.



Frantz
Photo & Video Studio
PHONE: 718-953-4990 / 917-513-2118
843 E. MAIN ST. (BET. UNION & PEARSON)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

now ruling Haiti, who facilitated the trip. He didn't miss one name of the other officials there, from the Mayor, the Prime Minister and others whose names I refrain from mentioning, due to space. President Petro presents Haiti as the mother of freedom, not only

"Today, Haiti is forgotten. The French slave masters even had imposed indemnity, as if a human being can be private property."

For those who read French, the whole speech appears in the Creole GREENN PWONMENNEN column, on page 6. However, there are certain concluding remarks that I'll leave with you. President Petro states: *"Today in*

between Colombia and the United States. On Sunday, January 25, President Gustavo Petro returned two U.S. aircrafts full of Colombian deportees, asserting they are not criminals. In turn, President Donald Trump retaliated with a stiff penalty, imposing 25% tariffs on Colombia, aiming at ruining the economy of the country. Since Colombia is a

friendship he had developed with President Petro since the latter had invited him to attend a conference last October, in Cali. Mr. Voltaire had led a Haitian delegation to the "Conference of Parties" (COP 16), which was dealing with environmental issues. It's said since that visit, Mr. Voltaire has remained in close touch with President Petro, a situation that has been favorable for the current president of the CPT.

Three days after the Colombian president's visit to Haiti, on

tes.)

Can't Haitians assume the governance of their country?

Interestingly, Leslie Voltaire has gained much popularity for his latest accomplishments, just as the date for leaving the office approaches. The mandate of his presidential rotating term ends March 10, and he should be replaced by Fritz Jean, former governor of Haiti's Central Bank.



The Coordinator of the Presidential Council Leslie Voltaire welcoming President Gustavo Petro to Jacmel, in the South-East Department.

for Haiti, but for his country and many more in the world. It's *"the cry of freedom of those who were chained, but broke their chains, which resonated as far away as Colombia, Venezuela, Ecuador and Panama."* What eloquence! But he adds: *"No one, whatever the color of skin should be enslaved. Each person is a free being. Humanity cannot exist without free beings."*

President Petro thanks Haiti which, not only provided his country freedom, but also gave it the red-and-blue flag of Colombia, styled differently from that of Haiti, but with the red and blue Haitian colors. The president really wanted to impress on all that Colombia is grateful for what Haiti did to help liberate his country—and many others—from slavery.

Persecution and Abuse for defeating slavery

For all that Haiti did for many countries, President Petro says:

centers of White power, such as Washington or New York, we should remember that these places exist due to Black struggles and songs of freedom and hope." And this that I underline in bold: ***"Without the Black people, without the Mexicans., the United States would be nothing."***

Then he made a plea to neighboring countries: *"The peoples of Latin America and the Caribbean must unite. Those who reject us will end up alone, poor and in decline. We must help each other."*

And his last words to the Haitian people: *"I ask forgiveness for the Colombians who murdered your president. They don't represent the Colombian people. We believe in life, not in death."*

Colombia in solidarity with Haiti before being humiliated by the U.S. president

Interestingly, President Petro's speech in Haiti, on January 22, preceded what has happened

major exporter of oil, coffee and other products to the U.S., Trump's action will have negative repercussions on U.S. consumers, with rising inflation.

This is the beginning of resentment that will transform into violence between Latin America and the United States. Not to be forgotten, Xiomara Castro, the first woman president of Honduras, threatened to close American military bases in her country, if Honduran citizens were to be deported by the United States. *"C'est le commencement des douleurs,"* according to the French saying. *(It is the beginning of the pains.)*

Warm welcome for Haitian official at the Vatican

Following the visit of the Colombian president to Haiti, Leslie Voltaire, president of the Transitional Presidential Commission (CPT in French), gained in stature. He got much credit for the

January 25, we find Mr. Voltaire in Rome, in tête-à-tête with Pope Francis, at the Vatican. A slew of photos of him with the pontiff appeared on social networks, putting to rest rumors that they were fake.

Not much of what was discussed between the Pope and President Voltaire is public. But it's reported that according to a note from Haiti, "topics of importance were discussed," such as "defense of human rights, the fight against poverty and inequality, political instability, peacemaking efforts. . . ." And President Voltaire called for greater solidarity with Haitian migrants facing many difficulties abroad."

Pope Francis is reported to have "renewed his call for social and political harmony in the Americas, with a focus on Haiti. He expressed his support for the Haitian people and affirmed his prayers for a peaceful and stable nation." (We credit Laboratory Data Management for the quo

But some people are calling for the return of Edgard Leblanc Fils, who was the first president of the CPT, named April 30, 2024. As it is, the CPT is composed of 7 voting members and 2 observers. Three among the 7 were caught in a bribing case and are considered unfit to remain still in their post. Will they have a role in choosing the new president, if there's no smooth transfer of power at the end of President Leslie Voltaire's mandate?

Thus, the decision on Haiti's governance will probably be decided by non-Haitians. Just as the current Presidential Council, which was enacted in a meeting in Kingston, Jamaica, on April 3, 2024, by some leaders of CARICOM, in accord with top foreign officials, including then U.S. Secretary of State Antony Blinken.

We don't have long to wait for an answer.

RAJ
raljo31@yahoo.com

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Enfin, un répit au Moyen Orient

La guerre, qui avait éclaté, suite à l'attaque dirigée sur Israël, le 7 octobre 2023, par le groupe Hamas, a pris fin la semaine dernière, après un conflit qui a duré quinze mois. Cette agression contre l'État juif a déclenché une riposte d'intensité inouïe, ayant entraîné une perte du support dont Tel Aviv bénéficiait dans certains milieux.

À cause des otages israéliens emmenés chez eux, les attaquants

qu'Israël, pour la première fois depuis l'attaque initiale, avait libéré le côté nord de Gaza, territoire palestinien, dont l'accès avait été interdit aux Palestiniens durant les quinze mois qu'a duré la guerre entre Israël et Hamas.

Et, tristement, on se demande jusqu'à quand devra-t-on observer ce qui se passe en Asie, à la suite de l'exercice militaire de 24 à 48 heures qu'avait déclenché le leader russe Vladimir Poutine, le

Concernant les États-Unis à une sous une nouvelle présidence

Aucune nécessité de s'attarder sur le fait d'un nouveau chef d'État à la Maison Blanche. Oui, Donald John Trump impose sa façon d'opérer à sa guise. Ainsi, dès son premier jour, il a fait usage d'« ordres exécutifs » pour exécuter nombre de changements, affectant des officiels américains de certains rangs, et d'autres ayant des répercussions internationales.

On ne sait vraiment à quoi s'attendre durant son mandat de quatre ans, mais Haïti pourrait connaître de mauvais jours. Je cite Leslie Voltaire, président du Conseil présidentiel de la transition (CPT) lors d'une entrevue accordée à *Associated Press* (AP), durant son récent séjour à Rome, où il s'est entretenu avec le Pape François. Tel que publié dans la rubrique anglaise HAPPENINGS, en première page, M. Voltaire s'est senti réconforté par le soutien du Pape pour Haïti, à ce moment crucial pour le pays. Mais samedi, à sa sortie du Vatican, il a été approché par un journaliste d'*Associated Press*, cette agence internationale de nouvelles, connue de son sigle AP, qui voulait, sans doute, obtenir une primeur de la visite avec le Pape.

Bien que rien n'a fuit concernant la conversation avec le Pontife, Leslie Voltaire a fait une déclaration qui vaut tout son pesant d'or. Concernant le président américain, il a dit ses réserves. Voici, tel que cité : « Les plans de l'administration Trump seront catastrophiques pour mon pays ». Il croit aussi que les 1.5 million de ses congénères vivant aux États-Unis ressentiront aussi les effets nocifs. M. Voltaire a fait allusion à la coupure de l'aide étrangère annoncée par le président Trump. Ce qui entraînera des répercussions négatives sur la situation du pays, déjà sujet à toutes sortes de problèmes. Dire qu'outre Haïti, d'autres pays, surtout du tiers-monde, où l'agence

américaine USAID opère, connaîtront de très mauvais moments.

On ne saurait terminer la question d'aide à Haïti, sans mentionner que, lors de son entretien avec le pape, M. Voltaire a sollicité l'organisation d'une conférence internationale de solidarité envers le pays.

La déportation, un sujet à



Donald Trump, une binette qui n'inspire pas confiance.

l'ordre du jour

Tel que promis durant sa campagne, dès le premier jour de son mandat, le président Trump a lancé le programme de déportation d'immigrants désignés indésirables. Des milliers sont déportés chaque jour. On ne s'attardera pas sur des cas spéciaux, comme ce qui est arrivé avec la Colombie quand deux avions militaires américains remplis de sujets colombiens n'ont pas été autorisés à atterrir. Depuis, il y a eu un arrangement du côté colombien, le président Gustavo Petro voulant minimiser l'effet négatif contre l'économie colombienne, après l'imposition de frais exorbitants sur les produits de son pays par le président Trump.

Il existe un compromis dans l'intérêt des deux présidents, qui permettra du respect pour des déportés colombiens qui ne seront plus traités comme des criminels, menottes aux poignets. Il y aura aussi préavis avant toute action de

déportation.

Entre-temps, le gouvernement américain aura appris la leçon qu'il aura à faire d'autres arrangements en ce qui a trait aux déportations. N'est-ce pas vrai que Xiomara Castro, la première femme présidente d'Honduras, a annoncé qu'elle expulserait les bases militaires de son pays, si des citoyens honduriens devaient être déportés ? Dire que d'autres pays



Sous les ordres de Donald Trump, les agents de ICE vont très vite en besogne, les victimes de ce vaste mouvement tentent de se mettre à l'abri.

avaient rendu très difficiles les négociations, qui visaient à atténuer les bombardements de leurs territoires. Aussi la situation a-elle empiré, durant plus d'une année, causant d'énormes pertes en vies humaines et infrastructures.

Quand, au bout de multiples négociations, il a été annoncé, le 14 janvier, qu'il y aurait un couvre-feu, l'espoir et la patience avaient finalement accouché d'une nouvelle joyeusement accueillie de toutes parts. Depuis lors, des échanges d'otages s'effectuaient de part et d'autre. Mais ce qui a été constaté, à Gaza, ce lundi, 27 janvier, autorise à dire qu'enfin, on a bouclé la boucle. On a vu des centaines de milliers de paisibles Palestiniens envahissant Gaza, surtout les zones qui avaient été détruites sous les bombardements d'Israël, en réponse à l'attaque du 7 octobre 2023. C'est

24 février 2022, contre son faible voisin, l'Ukraine. Bientôt, on atteindra le 24 février 2025, trois ans depuis qu'avait commencé le conflit.

Quelle décision prendra le nouveau président Trump, qui, avant son élection, avait déclaré que cette guerre n'existerait pas, s'il était au pouvoir. Assurément, il ne pourra pas faire usage d'un décret exécutif dans le conflit russo-ukrainien, comme on le constate dans ses multiples décisions. Proche de Poutine, avant d'assumer la présidence de la République étoilée, le président Trump pourra-t-il chuchoter à l'oreille de son homologue qu'il est temps de mettre fin au massacre en Ukraine ? Sinon, pourra-t-il appuyer M. Poutine, qui serait en mesure d'atteindre cet objectif qu'il poursuit, soit l'annexion de l'Ukraine ?

EN DÉPITS DES PROPOS RASSURANTS DU PRÉSIDENT WILLIAM RUTO Rien n'est assuré pour la MMAS dirigée par le Kenya Personne ne sait sur quels pieds danser avec Trump...

Suite de la page 1

nvoie à un mémo prétendument interne du Département d'État circulant au sein du personnel dont les compétences font évoluer dans le secteur décisionnel quant à l'octroi de

l'aide aux États amis des USA.

En effet, selon ceux qui ont eu connaissance de ce document, ils font croire qu'il est avisé que la nouvelle administration devrait se décider à « suspendre complètement l'ai-

de étrangère » pour une période de quatre-vingt-dix jours et « jusqu'à nouvel ordre ».

Bien qu'aucun délai n'ait été suggérée pour que la situation se normalise, dans les milieux, dont provient cette information, la prudence est

déclarée à l'ordre du jour, car sachant que le nouveau décideur politique américain base ses décisions sur d'autres références. Aussi le président Ruto pourrait-il butter sur un échec monumental s'il mise toutes ses assurances sur le

président Trump. C'est pourquoi d'aucuns de ces diplomates, qui ont entendu les propos tenus par le président kenyan relatifs au financement de la MMAS pensent qu'il affiche une naïveté déroutante.

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com

Réflexions sur la Dessalinienne et la méringue

Par Louis Carl Saint Jean

Au cours de la semaine dernière, j'ai reçu du peintre et chanteur rivartibonien Arnoux Florelix une vidéo dans laquelle cinq jeunes talentueuses violonistes du LP Music Studio accompagnées au piano par leur maestro Archange Michel interprètent *Souvenir d'Haïti*. Comme plus d'un le sait déjà, cette méringue classique, une des plus belles du répertoire musical de notre pays, est l'œuvre du Dr Othello Bayard, poète, musicien et compositeur bayen.

À dire vrai, comme beaucoup d'autres, j'avais déjà visionné cette vidéo deux ans et demi de cela. Mais je ne me lasse jamais de m'en délecter, adorant tellement nos anciennes méringues classiques, en particulier *Souvenir d'Haïti*, *Soirée perdue*, *Diane*, *Dans tes bras*, *Adeline*, *Clau dette* et tant d'autres encore. L'ayant écoutée avec des oreilles neuves, j'aimerais vous faire part de quelques-unes de mes réflexions sur cette perle déjà centenaire. En effet, en août 1920, alors âgé de 34 ans, Othello Bayard, déjà chirurgien-dentiste (diplômé en Haïti en 1909), se rendit en Allemagne pour sa spécialisation en odontologie. Dans la patrie de Goethe, impuissant contre ses souvenirs et terrassé de nostalgie, il fabriqua *Souvenir d'Haïti* que nous appelons affectueusement *Haïti chérie*.

D'entrée de jeu, je dois préciser que je ne formule et ne saurais formuler le moindre reproche à la jeune artiste Bianca pour ses mots d'introduction. Elle a effectué un excellent travail, d'autant qu'il y a de très fortes chances qu'elle ne soit pas Haïtienne. Elle n'a fait que lire un texte qui lui a sans doute été préparé.

Aucun blâme ne peut être adressé non plus à son rédacteur. La raison en est que, comme l'a souvent déploré le chroniqueur Aly Acacia du quotidien *Le Nouvelliste*, « l'histoire de la musique haïtienne n'a jamais été enseignée dans notre pays ». Rien de plus vrai. Et comme résultat, on arrivera à trouver péniblement deux Haïtiens sur dix nés après les années 1940, et ayant fait toutes leurs études au pays, pouvant aborder avec aisance ce sujet d'une aussi grande importance. Pour s'y pencher, un grand nom bre s'en remet le plus souvent à notre peu fiable « *radlyodyòl* » ou « *teledyòl* ».

En effet, rarement, ces derniers temps, l'histoire de la musique haïtienne est racontée avec science, méthode et rigueur intellectuelle. On en dit ou écrit ce qu'on veut, et cela à partir de conversations souvent farfelues qui agrémentaient jadis nos heures creuses où nous parlions de tout et de rien sur une place publique ou sous le lampadaire au coin d'une rue. Et les plus imaginatifs les truffent souvent d'anecdotes qu'ils insistent à faire passer pour la loi des Mèdes et des Perses.

On n'écrit pas l'histoire de la musique d'aucun pays – ou celle d'aucune autre discipline – de cette façon. L'utilisation de n'importe quelle vieille causerie avec grammaire, grana, oncle Untel ou tante Untel comme référence dans un mémoire ou un article n'est admise dans aucune université, aucun milieu académique ni dans la salle de rédaction d'aucun journal de grande renommée.

J'estime que pour parler de l'histoire de la musique haïtienne avec science, il faut effectuer des recherches sérieuses, conduire des interviews formelles avec d'anciens musiciens, artistes et d'autres anciens témoins oculaires crédibles, lucides et impartiaux. Et c'est bien dommage qu'ils ne soient pas légion ceux qui avaient pensé à accomplir cette tâche combien importante auprès de nos anciens musiciens nés avant les années 1930, les véritables acteurs et témoins d'une époque où le manque de documents paralysait la réalisation de toute œuvre sérieuse. La majorité de ces derniers ne sont plus avec nous et ceux qui le sont, puisque maintenant nonagénaires ou presque centenaires, n'ont plus la mémoire de leur fraîche jeunesse.

Revenons à nos moutons.

Souvenir d'Haïti n'a jamais été considéré comme le « deuxième hymne national d'Haïti », comme il est champignonné à travers les réseaux sociaux. La vérité est que *Choucoune* et *Souvenir d'Haïti* sont, sans conteste, les deux morceaux de musique les plus populaires de notre pays.

Laissons les faits parler d'eux-mêmes.

Lysius Félicité Salomon est le premier président à avoir pensé à orner notre pays d'un hymne national. Oswald Durand, le barde national, allait apporter de l'eau au moulin tant de celui-ci que de ses plus proches collaborateurs, par la rédaction de

l'une de ses plus exquises et patriotiques pièces. Dans *Le Moniteur* du 29 décembre 1887, nous lisons ce qui suit : « Monsieur Oswald Durand, le sympathique poète haïtien, dont le talent est si aimé, si populaire, vient de dédier à S. Exc. le président le *Chant National* [...] Un concours est ouvert au ministère de l'Intérieur pour la mise en musique de ces strophes. » Mais le projet était mort-né, car le président Salomon allait perdre son pouvoir un peu moins de huit mois plus tard, soit le 10 août 1888.

De la présidence provisoire de Boiron Canal à celle de Borno Mon point jeune en passant par l'administration de François Denys Légitime, cette noble et patriotique initiative a été méprisée. Florvil Hyppolite, arrivé au pouvoir le 17 octobre 1889, sera le prochain président à la remettre sur le tapis peu après. En 1891, le poète et compositeur gonaïvien Robert Geffrard soumit *1804*, paroles et musique, au chef de l'État. Celui-ci a refusé son adoption, ayant trouvé « les strophes trop violentes, vu les rapports amicaux existant entre Haïti et les nations d'Outre-mer ». (Référence : Histoire de la musique en Haïti, Constantin Dumer vé, page 122). La politique politicienne ayant dit le dernier mot, pour la deuxième fois, le projet était avorté.

Dès son arrivée au Palais national en mars 1896, Tirésias Simon Sam fait revigorer La Musique du Palais. Un an plus tard, en 1897, Occide Jeanty met en musique le chef-d'œuvre d'Oswald Durand, ciselé dix ans auparavant. Depuis lors, il est utilisé spécifiquement pour saluer l'arrivée du chef de l'État dans n'importe quel endroit public. D'où son appellation populaire *Hymne présidentiel* (ou *Salut présidentiel*). La Musique du Palais l'exécutait surtout sur l'esplanade de la Cathédrale après le Te Deum traditionnel célébré à l'issue de la prestation de serment de tout nouveau locataire du Palais national ou après celui du Premier Janvier. Tirésias Simon Sam sera le premier de nos présidents à avoir savouré les délices que procure cet « *ochan* ».

Puisqu'il a été mis en musique en 1897, il est donc incorrect d'avancer que « Quand nos Aïeux brisèrent leurs entraves, également désigné sous le titre de *Chant national* puis *Hymne présidentiel*, est une marche qui a servi d'hymne national d'Haïti de 1893 à 1904. Remplacée par La Dessalinienne comme hymne national. » (sic) Il s'agit d'une mésinformation, car 1897 succède à 1893 tout comme « après la nuit vient l'aurore ». Décidément, tout ce qu'on lit sur internet, notamment sur les réseaux sociaux, n'est pas parole d'évangile. Pour utile qu'il soit, Google n'est pas la Bible ! On ne doit pas s'y fier aveuglément.

Il faudra attendre le 28 janvier 1903 avant que l'idée d'un chant national refasse surface pour de bon. Il le sera au cours d'une réunion organisée en ce jour par le Comité du Centenaire en la demeure de Justin Dévot, 54 avenue Grégoire (Bois-de-Chêne). Y avaient participé, outre Me. Dévot, président du Comité, Benito Sylvain, Dantès Bellegarde, Hora ce Coico, Ducasse Pierre-Louis et une vingtaine d'autres intellectuels et patriotes enflammés. (Référence : *Le Soir*, Jeudi 29 janvier 1903, page 1.)

Selon le même journal : « Un de ses objectifs principaux (du Comité) consistait à doter le pays d'un hymne national... » Le mot clé, ici, est « doter le pays ». Puis qu'il est question de « doter », cela signifie clairement que, jusqu'à cette date, le pays n'avait pas un hymne national.

Un texte publié en 1919 et dû à la plume de l'institutrice Lélia Justin Lhérisson expliquera merveilleusement la suite de cette réunion. La fille de l'illustre romancier Justin Lhérisson nous fait savoir ce qui suit : « En juin 1903, l'Association nationale du Centenaire de l'Indépendance ouvrit un concours pour la composition d'un hymne national. [...] Le concours était ouvert et comprenait deux parties : paroles et musique. Des six pièces soumises à son appréciation, le jury, par quatre voix contre une, classa première La Dessalinienne. L'adaptation musicale reconnue la meilleure fut celle de Nicolas Geffrard. » Clairement, le *Chant national* n'a jamais ni « servi d'hymne national d'Haïti » ni considérée comme le « deuxième hymne national d'Haïti ».

Nous sommes à la fin de l'année 1903. Notre pays s'appête à célébrer son centenaire. À côté de La Dessalinienne, trois autres marches militaires enlèvent les applaudissements du public : *1804* de Robert Geffrard, *1804* d'Occide Jeanty et *Le chant du drapeau rouge et bleu* de Charles Gentil. À en croire *Le Soir* : « Lors de sa réunion d'hier, l'Association nationale du Centenaire a désigné *Le chant du drapeau pour être chanté dans les cérémonies publiques, conformément avec La Dessalinienne*... »

(Référence : *Le Soir*, Mercredi 16 décembre 1903, page 1.)

D'ailleurs, poursuit le quotidien dirigé par Justin Lhérisson une semaine plus tard, les trois ont été exécutées lors d'une fête organisée au Palais National le lundi 21 décembre 1903 à l'occasion du premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir du général Nord Alexis.

Contrairement à la France qui a connu quatre différents hymnes nationaux à travers son histoire, notre pays n'en a connu qu'un seul : La Dessalinienne ! Par là, j'entends celui qui a été composé par Justin Lhérisson et Nicolas Geffrard. Tout autre dont les paroles ont été changées ou traduites n'est pas La Dessalinienne. Comme nous l'avait conseillé le professeur Saint Victor Laurent : «...Tâchons de ne point la dénaturer : nous fâcherions les mânes de Justin Lhérisson et de Nicolas Geffrard. » (Référence : *L'Avenir*, Samedi 5 septembre 1936, p. 1)

Nous devons faire très attention également à d'autres histoires banales qui circulent çà et là autour de notre hymne national. En juillet 2015, j'ai entendu dans une émis-



Justin Lhérisson

sion radiophonique quelqu'un débiter avec assurance l'ineptie suivante : « Avant La Dessalinienne, l'hymne national d'Haïti était La Marseillaise. » Cette déclaration archi-fausse fait tout simplement partie des innombrables « voye monté » et « *boyi vide* » qui entravent la formation de nos jeunes.

Et depuis lors, cette ânerie est propagée sur tous les réseaux sociaux. Qui pis est, elle est répétée par des étudiants et des universitaires et a même fait la manchette de journaux à large diffusion. Umberto Ecco a bien raison de dire que « les réseaux sociaux ont donné le droit à la parole à des légions d'imbéciles qui avant ne parlaient qu'au bar et ne causaient aucun tort à la collectivité. On les faisait taire tout de suite. Aujourd'hui ils ont le même droit de parole qu'un prix Nobel. »

Voyons les choses avec sérénité. Dans les années 1970, plusieurs de nos intellectuels, dont l'historien Gérard Mentor Laurent, Dr René Piquion, le professeur Ulysse Pierre-Louis, l'ancien maire de Port-au-Prince Antoine Rodolphe Hérard et tant d'autres nous avaient appris qu'à part nos chansons guerrières africaines – notamment celles du rythme péto –, les troupes indigènes étaient galvanisées par les airs révolutionnaires français. Parmi eux, citons : *La Marseillaise*, *Ça Ira*, *La Carmagnole*, *Le chant du départ*, etc. Pour s'en convaincre, les lecteurs pourront se référer, parmi d'autres sources, à l'« Histoire d'Haïti » de Tho mas Madiou, Tome III, p. 125 et à « *Written in blood* » de Roberts Debs Heintz et Nancy Gordon Heintz, p. 124.

L'utilisation de ces hymnes par nos troupes ne signifie nullement que nous avions adopté l'œuvre de Rouget de Lisle comme chant national. On l'entonne à Saint Domingue depuis le temps de Toussaint Louverture, à l'époque de la troisième commission civile. (Référence : Histoire d'Haïti, Thomas Madiou, Tome I, pages 336, 449.) Même longtemps après le 1^{er} janvier 1804, ces « airs de liberté » étaient entendus lors de nos grandes manifestations patriotiques, notamment lors de la célébration annuelle du jour sacré de notre indépendance. À l'époque, en France, sous le Premier Empire et la Restauration, La Marseillaise était interdite. Elle allait être reprise en 1830, à l'avènement au pouvoir de Louis-Philippe.

En fait, pour reprendre le sociologue français Edgar Morin, La Marseillaise est porteuse de valeurs universalistes. En 1848, lorsque l'Euro pe se trouvait en proie à des mouvements révolutionnaires concoctés depuis la chute de Napoléon et le Congrès de Vienne, les insurgés de la Pologne, de l'Allemagne et de la Hongrie s'époumo-

naient en la chantant. Le 16 avril 1917, les Bolchevicks l'avaient utilisée pour accueillir Lénine à Petrograd (Russie) de retour de la Suisse après dix années d'exil. En 1934-1935, les partisans de Mao l'avaient adoptée lors de « La longue marche ». Du 19 au 21 août 1991, lors du putsch avorté contre Mikhaïl Gorbatchev, des manifestants russes l'avaient entonnée à travers les rues moscovites.

Mais cela ne veut pas dire que La Marseillaise a été l'hymne national de ces différentes nations européennes et de la Chine. Pourquoi des gens qui ne connaissent pas grand-chose de notre histoire s'amuse-t-ils à répandre comme des « Jako répète » des informations qu'ils avaient sans doute mal digérées ? Non ! La Marseillaise, Dieu merci, n'a jamais servi d'hymne national à Haïti !

L'écrivain et journaliste canadien Michel Lapierre abondera dans le même sens que Madiou, Heintz et d'autres historiens. Dans un article intitulé « La leçon d'Haïti au monde » paru dans *Le Devoir* du 27 septembre 2014, il a écrit ce qui suit : « En 1803, à la bataille de Vertières [...], les soldats indigènes auraient entonné La Marseillaise devant les militaires français, leurs ennemis, sidérés. »

« Conscient de l'influence de l'idéal humanitaire de la Révolution française sur les esclaves à peine libérés de Saint-Domingue et du retour à la servitude qui les menace, Le Glaucoc a un sens si aigu de l'histoire qu'il se demande si ces Noirs ne sont pas plus fidèles à l'esprit de 1789 que les Français eux-mêmes. Sur la Marseillaise qu'ils auraient chantée, il écrit : " N'est-ce pas le signe qu'Haïti a pour mission d'achever ce que la France n'a pu réaliser pleinement ? »

Passons maintenant à notre méringue. Pour une meilleure compréhension de ce genre, le lecteur consultera les livres « Histoire de la musique en Haïti » de Constantin Dumervé (pp. 307-312) et « La méringue : danse nationale de la République d'Haïti » de Jean Fouchard. La méringue est le genre que nos historiens, musicologues, folkloristes, ethnologues, musiciens, compositeurs et tous les Haïtiens bien imbus de notre culture et de notre histoire reconnaissent comme notre musique nationale. Je pense aux Justin Elie, Ludovic Lamothe, Anton Werner Jaegerhuber, Valerio Canez, Augustin Bruno, Théomar François, Luc Jean-Baptiste, Lina Mathon Blanchet, O'Firmin Savaille, Antalcidas Murat, etc.

Le musicien qui, avec Raoul Guillaume, Julio Racine et Félix Guignard, m'a vraiment convaincu de l'importance de la méringue est le trompettiste, mon excellent ami Raymond Marcel. Écoutons-le : « Dire " méringue haïtienne " veut dire qu'il existe une autre méringue. Nous ne devons pas donner cette chance aux Dominicains. La méringue est haïtienne. Donc, nous devons dire tout simplement méringue. Elle est nôtre et c'est tout ! » (Interview de Louis Carl Saint Jean avec Raymond Marcel, 24 octobre 2004.)

Suivant les recommandations de Raymond Marcel, je pense qu'il est un peu malavisé d'adopter la prononciation espagnole " méringue " quand nous parlons de notre méringue. Le faire c'est enhardir encore davantage les historiens, musicologues, folkloristes, ethnologues et autres intellectuels dominicains à faire passer la méringue pour « leur » musique.

Au fond, sur ce point, nous n'avons rien à reprocher à ces derniers. Ils défendent leur culture, leur « merengue » et leur « gaga » tandis que beaucoup d'entre nous rejettent notre culture, notre méringue et notre rare. Il est triste de constater qu'au lieu de le voir comme notre folklore, donc, notre savoir populaire, nos traditions ancestrales, certains Haïtiens, plus Européens que Mozart, considèrent ces pratiques culturelles comme des manifestations sataniques. On croirait même entendre ces « *intellectuels colonisés* » et « *intellectuels post colonisés* » dire avec fierté « nos ancêtres les Gaulois ». Bob Marley avait bien raison d'appeler cette mentalité « *mental slavery* ».

Rafael Leónidas Trujillo était un mauvais sujet. Mais, nous devons admettre qu'il s'était donné corps et âme pour le maintien de la culture de son pays et la sauvegarde du « merengue » dominicain. Considérant cet acte louable d'« *El Jefe* », nous ne devons ja mais pardonner au Dr François Duvalier son inaction dans la sauvegarde de la méringue et du folklore national, à côté des crimes insensés qu'il avait commis.

L'homme du 22 septembre 1957, qu'on le veuille ou pas, était un brillant intellectuel (peut-être pas de la même trempe qu'un Anténor Firmin, un Jean Price

Mars, un Louis Joseph Janvier ou un Leslie Manigat) et un ethnologue de haut rang (peut-être pas de la même rare étoffe qu'un Jacques Roumain, un Lorimer Denis ou qu'un Emmanuel C. Paul). Force est d'admettre l'excellence de ses œuvres sur le folklore et le vodou, notamment celles qu'il avait réalisées en collaboration avec Lorimer Denis, penseur à qui je voue une très grande admiration.

À mon humble avis, hormis Anténor Firmin, Rosalvo Bobo, François Saint Surin Manigat et Leslie Manigat, Haïti ne pouvait trouver un autre homme d'Etat à même de revaloriser sa culture comme le Dr François Duvalier. Mais, il n'en avait rien fait de concret, contrairement à Fidel Castro qui, par sa sagacité, avait compris que « la culture était le bouclier et l'épée de la nation ». L'ouverture, en 1961, à la Havane, de l'Escuela Nacional de Arte de Cubanacán suffit pour prouver la vision d'un leader qui tenait à l'émancipation tous azimuts de son peuple.

Mais le Dr Duvalier, démagogue consommé, qui s'était défini comme « un être immatériel », avait déjoué les aspirations culturelles, artistiques et intellectuelles du peuple haïtien. Pour ce qui est du vodou, il s'en était servi comme un outil pour manipuler les masses et pour effrayer ses opposants. Si, de temps en temps, il faisait organiser des manifestations culturelles à La Salle des Bustes au Palais national, en revanche, il n'avait prêté qu'une attention distraite aux besoins du Bureau d'Ethnologie, de Lakou Soukri, de Lakou Souvenance, du Théâtre de Verdure, de nos troupes folkloriques et même du Chœur Mater Dolorosa qu'il avait co-créé avec Lorimer Denis !

Sous les Duvalier, l'artiste était mal vu. À travers la République, n'importe quel milicien « *ti sousou* » ou n'importe quelle « *fillette lalo dèyè mannan* », pourvu qu'ils pussent tremper leurs mains dans le sang, avaient pignon sur rue. En revanche, de nombreux courageux enseignants, d'anciens grands sportifs et plusieurs de nos créateurs artistiques vivaient dans la déché. Dans le dernier cas, on n'a qu'à penser à Ti Roro et à Ti Paris, deux figures de proue de notre folklore. Que d'anciens musiciens populaires n'avaient-ils pas vus gésir et mourir sur un grabat !

Depuis la fin des « six années de kermesse » du président Paul Eugène Magloire, rien n'a été fait pour protéger la méringue, la musique nationale de la République d'Haïti. Du côté de nos dirigeants corrompus et incompetents, depuis ces 68 dernières années, c'est une démission totale en ce qui a trait à la défense des valeurs haïtiennes ! Notre « *rara* » est devenu méconnaissable, notre « *chay-o-pye* » est pratiquement parti en fumée, certaines de nos danses folkloriques, notamment le « *rabòday* », se vident de leur sens et ils se croisent les bras. Voler l'Etat semble être leur unique credo ! Et, au train où vont les choses, à moins d'un rapide volte-face, nous pouvons affirmer, sans peur d'être démenti, « pi ta, pi tris ». Il est vraiment temps que nous cessions de célébrer la médiocrité pour finalement donner une chance à la compétence.

La triste réalité est que, d'un côté, les glorieux musiciens que j'ai mentionnés précédemment – les Elie, Lamothe, Canez, Mathon-Blanchet, etc. – et tant d'autres anciens défenseurs de notre méringue nous ont déjà laissés ; de l'autre côté, les Edner Guignard, Micheline Laudun Denis, Rigaud Fidèle, Michel Pressoir, Reynold Ambroise et d'autres anciens monstres sacrés de notre musique, maintenant nonagénaires, ne peuvent plus faire entendre leur voix.

Il y a un autre sérieux handicap. Depuis près d'une vingtaine d'années, les rares qui peuvent et veulent défendre la méringue et honorer nos anciens musiciens sont marginalisés. Qui pis est, ils le sont par des intellectuels ! Certains directeurs d'opinion m'ont déclaré ouvertement que « *bagay sa yo pa enterese piblik la* ». Dans les années 1950, sans hésiter une seconde, les Ricardo Widmaier, Clément Magloire et Antoine Rodolphe Hérard auraient montré la porte de sortie de leur entreprise à ces incultes. C'est à ce point où nous en sommes, et c'est bien malheureux.

Mais, heureux qui comme ces jeunes artistes du LP Music Studio qui s'intéressent encore à notre méringue ! Compliments tant à eux, à leurs parents qu'au maestro Archange Michel. Ils méritent le soutien des admirateurs d'Othello Bayard, l'immortel auteur de « *Souvenir d'Haïti* », et des accros de la bonne musique de notre « *Haïti chérie* ».

Louis Carl Saint Jean
louiscarlsj@yahoo.com
14 janvier 2025

ÉDITORIAL



Référendum et élections générales : La charrue placée devant les bœufs

Les différentes équipes, qui ont été mis en place, en Haïti, depuis l'assassinat criminel de Jovenel Moïse, pour diriger Haïti, se sont appliquées, sans distinction, à remplir la feuille de route imposée par leurs patrons de la communauté internationale. D'Ariel Henry, dirigeant en solo, à l'équipe multicéphale composée d'une présidence tournante de neuf membres, en passant par celle-ci encore, avec Gary Conille comme Premier ministre, ils se sont tous jetés, tête baissée, dans la logique du double objectif d'élections et de référendum. Sans poser de questions, trop heureux de trouver des créneaux pour s'enrichir à très brève échéance. Il semble qu'il y ait de quoi séduire n'importe quel patriote ou bien que ceux assumant la « *responsabilité de choisir* » les dirigeants s'assurent de faire appel à une catégorie spécifique de citoyens haïtiens. En tout cas, si Washington, qui dicte ses choix socio-politiques à Haïti, « *sous tutelle* », par le biais des Nations Unies, désenchanté avec son Premier ministre initial, a décidé de s'en débarrasser, le second chef de gouvernement, Garry Conille, dont il avait inspiré le choix, a été mis à pied par le Conseil présidentiel intérimaire (CPT). De toute évidence avec l'assentiment du grand patron.

En effet, bien que l'insécurité fût, dès le départ, à l'ordre du jour, que c'était le Dr Ariel Henry (régime monocéphale), Gary Conille, en tandem avec un CPT de neuf membres, ou encore Alix Didier Fils-Aimé présentement aux commandes, à la primature, tous ces gouvernements ne juraient et ne continuaient de jurer que par le « *transfert des pouvoirs à un président élu* » quand finit la transition. Ces requis reviennent comme des leitmotivs transmis aux différentes équipes gouvernementales, nommées par les pays membres du CORE Group agissant sous les mots d'ordre du Département d'État américain. D'un côté comme de l'autre ces entités donnent l'impression de croire que l'insécurité entretenue par les criminels coexiste avec l'organisation de scrutins crédibles. Aussi, à l'instar des équipes, qui l'ont précédée, celle composée du CPT et de Fils-Aimé suivit-elle à la lettre le protocole imposé par le Blanc.

On se souvient comment Ariel Henry et ses hommes réitéraient les communiqués et ne rataient jamais une seule occasion, au fort de l'insécurité, sous toutes ses formes, qui sévissait dans les différents compartiments de la société, surtout dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite (notamment à hauteur de 80 % à la capitale du pays) de faire mention de la tenue du référendum national avant d'organiser des élections « *justes, crédibles transparentes et démocratiques* ».

Alors que se multipliaient les kidnappings, les assassinats, les vols, les vols, les braquages, sans afficher la moindre volonté de contrecarrer les criminels armés, qui gagnaient de plus en plus de terrain, se faisant une force redoutable, par rapport aux forces de l'ordre. D'une équipe à l'autre, appelée à prendre le pouvoir, par la communauté internationale, le comportement reste inchangé. On eut dit qu'elles ont toutes juré de laisser le champ libre aux gangs armés pour qu'ils s'épanouissent et contrôlent, surtout, la première ville du pays. Comment peut-on vraiment comprendre la nonchalance, sinon l'inaction, des dirigeants, face aux malfrats dont l'emprise sur 80 % de la capitale avait été dénoncée depuis plus de deux ans, par l'ONU, sans qu'aucune intervention sérieuse n'ait été lancée avant que la situation ne devienne la crise sans précédent qu'elle est aujourd'hui ?

L'application de la feuille de route, telle que constatée, tour à tour, avec les équipes Henry et Conille reste identique, par rapport aux présents détenteurs du pouvoir, attaquant le problème, encore par le mauvais bout. Comme si Haïti n'était pas sous l'empire des criminels, qui ne font qu'augmenter les actes criminels. Au fait, les massacres qu'ils perpétuent, dont les nombres se limitaient à des douzaines ont atteint plus que la centaine. Avec le déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), lancée de puis juillet 2024 avec un premier contingent de 300 de policiers du Kenya, sous la direction du général policier kenyan Godfrey Otunge, qui a été rejointe par près de 600 autres, en deux voyages. Puis des Jamaïcains et des Bahamiens, en sus des Guyanais au nombre de 75. Il y a à peine trois semaines un autre groupe de 150 militaires du Guatemala est arrivé à la capitale haïtienne. Un dernier contingent d'environ 400 Kenyans est venu grossir l'effectif de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, voilà seulement une semaine. Bien que le nombre de troupes, désormais déployées sur le terrain, atteigne ou soit proche de celui annoncé par les parties prenantes de cette mission, soit 1 000, rien ne laisse constater une amélioration dans la question sécuritaire en Haïti. Car les criminels continuent d'occuper le haut du pavé.

Il faut attirer l'attention sur les préoccupations exprimées dans certains milieux internationaux, notamment les Nations Unies, par rapport aux insuffisances dangereuses de la MMAS. Comme le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, se faisant l'écho des inquiétudes de l'organisation qu'il dirige, en ce qui concerne cette force appelée à aider à mettre fin à l'emprise des gangs armés sur plus de 80 % du capital haïtien. Il ne rate jamais

l'occasion de dénoncer ce qu'il dit être une force sous-équipée, d'effectif insuffisant et sous financée. Aussi ne cesse-t-il d'appeler les États membres à participer au financement de la MMAS. Mais un appel qui passe par une oreille et sort par l'autre, car aucun pays, à part les États-Unis et une poignée de ses alliés ne s'est laissé émouvoir par un tel discours.

Au moment où le pays reste aux abois, sous la férule des criminels, le gouvernement tourne le dos à toute initiative menant à la disparition de ces derniers et le rétablissement de la sécurité, de la paix et de la sérénité. Les autorités mettent résolument e cap sur la tenue d'un référendum avant de lancer les opérations électorales. Jouant le geste à la parole, elles ont créé un Conseil électoral qui, à son tour, met en place les institutions connexes.

Dans cette perspective, l'équipe dirigée par Alix Didier Fils-Aimé dit avoir franchi une nouvelle étape, dans le lancement du processus de révision de la Constitution, visant à doter le pays d'« *une Constitution plus moderne et représentative* », soulignant sa volonté de placer « *les forces vives de la nation au cœur des débats* ». En ce sens, dans le cadre de la stratégie référendaire et électorale, les décideurs gouvernementaux mènent leurs activités loin des zones occupées par les malfrats. Aussi « *les premières assises départementales de la Conférence nationale* » ont-elles été tenues à Fort-Liberté, dans le département de Nord-est. L'affluence enregistrée, à cette occasion, dans cette ville, située dans un département qui échappe à la fureur des gangs, les ont autorisés à se féliciter, par rapport au succès de ce projet. Attirant l'attention sur « *la participation massive des femmes et des jeunes* », à cet événement, les dirigeants y voient « *une volonté collective de façonner l'avenir du pays* ».

Ayant remarqué la présence massive des femmes et des jeunes, des citoyens des zones urbaines ainsi que rurales, le gouvernement fait état de l'inclusivité que cela représente, un phénomène remarquable, dans des secteurs historiquement marginalisés.

Prenant la parole, à son tour, le 23 janvier, à l'Hôtel Oasis, à Port-au-Prince, le conseiller présidentiel Lau rent Saint-Cyr, représentant de la société civile, au sein de la structure présidentielle, a profité de l'occasion pour s'adresser aux représentants de ce secteur réunis, attirant l'attention sur l'organisation des prochaines joutes électorales, au moment où le pays est confronté à des défis politiques, sociaux et sécuritaires sans précédents.

Attirant l'attention sur l'importance des élections, M. Saint-Cyr a déclaré qu'« *Il ne s'agit pas seulement d'élire de nouveaux dirigeants, il s'agit de res-*

taurer l'espoir et la confiance dans nos institutions. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer dans ce moment d'importance nationale ».

Au cours de cette même rencontre, les experts en ce domaine, Benzico Pierre et Bingel Victor, ont parlé du système électoral d'Haïti, attirant l'attention sur les défis logistiques et organisationnels, sans les identifier, qui seraient de nature à contrarier le bon déroulement du processus. Aussi les discussions tenues ont-elles aidé à identifier des écueils potentiels au succès des prochaines joutes, selon leur appréciation.

Laurent Saint-Cyr devait ajouter : « *La réussite de ce chantier est une condition sine qua non pour conduire notre pays vers la stabilité et le développement durable que chaque Haïtienne et chaque Haïtien méritent* ».

En raison de la réalité de la circulation des personnes à travers le pays, notamment à la capitale et dans tout le département de l'Artibonite, en sus des routes nationales, caractérisée par l'occupation quasi permanente des voies publiques, par les criminels percevant le péage, les automobilistes, aussi bien que les piétons, ne circulent pas librement. Dans la mesure où la tenue d'« *élections libres, démocratiques, sincères et transparentes* » sont incompatibles avec l'insécurité omniprésente, tout un chacun doit savoir qu'il faut créer les conditions nécessaires pour que les citoyens puissent se déplacer vers les bureaux de vote en toute sécurité. Recourir à un raccourci, en menant la stratégie électorale et référendaire, dans les zones libérées des criminels, équivaut à placer la charrue devant les bœufs. Tout cela mène à la question de savoir, est-il possible d'organiser des élections générales uniquement dans le Nord-est et zones protégées contre les criminels ? Incontestablement, la tenue de bonnes élections passe indubitablement, d'abord, par l'élimination totale des gangs armés. Stratégie incontournable !

HAÏTI-OBSERVATEUR		Haïti-Observateur 101, Rue Bourgeois, N 17100 62351 Tel: (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETTIN DE SOUSCRIPTION		
HAÏTI 1011-0000000000 90, Ave. des Jumeaux, Port-au-Prince MONTREUIL HAÏTI Tel: (0091) 0000000000 (0091) 222-0766	ÉTAT-UNIS 1 800 812 2820, pour un (1) an 90,00 \$ US, pour un (1) an	AFRIQUE ET ASIE 1000,00 FF, pour un (1) an
CANADA 1011-0000000000 90, Ave. des Jumeaux Tel: (0091) 0000000000 (0091) 222-0766	250,00 FF, pour un (1) an 1000,00 FF, pour un (1) an	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1000,00 FF, pour un (1) an 1000,00 FF, pour un (1) an
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. Le service est assuré par Journé (0033) 01 43 63 28 10 13, rue de Valenciennes, 92 49 49 49 92210 Le Pré St. Germain France Tel: (33) 1 43 63 28 10	70,00 € (1) an 120,00 € (1) an	EUROPE 70,00 € (1) an 120,00 € (1) an
Nom/Prénom: _____		
Compagnie/Company: _____		
Adresse/Address: _____		
Ville/Ville: _____		
Zip Code/Cod postal: _____		
Country/Pays: _____		
Tous les renseignements sont disponibles sur notre site internet ou par téléphone.		

EDITORIAL



Referendum and general elections: the cart before the horse

Since the criminal assassination of Jovenel Moïse, the various teams that have been put in place to lead Haiti have applied themselves, without distinction, to fulfilling the roadmap imposed by their bosses in the international community. From solo leader Ariel Henry to the multi-headed team with a rotating nine-member presidency, to this one again, with Gary Conille as Prime Minister, they have all plunged headlong into the logic of the twin objectives of elections and referendum. Without question, they were all too happy to find opportunities to enrich themselves in the truly short term. There is enough here to seduce any patriot, or that those who assume the “responsibility of choosing” the leaders will make sure to appeal to a specific category of Haitian citizens. In any case, if Washington, which dictates its socio-political choices to Haiti, “under trusteeship”, via the United Nations, disenchanted with its initial Prime Minister, has decided to get rid of him, the second head of government, Garry Conille, whose choice he had inspired, has been sacked by the Interim Presidential Council (CPT). Obviously with the approval of the big boss.

Indeed, although insecurity was on the agenda from the outset, whether it was Dr Ariel Henry (single-headed regime), Gary Conille, in tandem with a nine-member CPT, or Alix Didier Fils-Aimé, currently in charge at the Prime Minister’s Office, all these governments swore and continue to swear by the “transfer of powers to an elected president” when the transition ends. These requirements are repeated like leitmotifs passed on to the various government teams appointed by the member countries of the CORE Group, acting under the orders of the US State Department. On both sides, these entities give the impression of believing that the insecurity fostered by criminals coexists with the organization of credible polls. So, like the teams that preceded it, the CPT and Fils-Aimé team is following the letter of the protocol imposed by Le Blanc.

We remember how Ariel Henry and his men repeated communiqués and never missed a single opportunity, at the height of the insecurity, in all its forms, which was rampant in various segments of society, especially in the departments of Ouest and Artibonite (including up to 80% in the country’s capital) to mention the holding of a national referendum before organizing “fair, credible, transparent and democratic” elections. At the same time, kidnappings, murders, rapes, robberies,

and hold-ups were multiplying, with no sign of any will thwarting the armed criminals, who were gaining more ground, making themselves a formidable force in relation to the forces of law and order. From one team to the next, called to power by the international community, the behavior remains unchanged. It is as if they have all sworn to give armed gangs free rein to flourish and control, above all, the country’s largest city. How can we really understand the nonchalance, if not the inaction, of the country’s leaders in the face of the thugs whose hold on 80% of the capital had been denounced by the UN for over two years, without any serious intervention having been launched before the situation became the unprecedented crisis it is today?

The application of the roadmap, as seen in turn with the Henry and Conille teams, remains identical to that of the present holders of power, still attacking the problem from the wrong end. As if Haiti were not under the influence of criminals, who only increase the number of criminal acts. In fact, the massacres they were perpetrating, which were once limited to dozens, have now reached more than a hundred. With the deployment of the Multinational Security Support Mission (MMAS), launched in July 2024 with an initial contingent of 300 police officers from Kenya, led by Kenyan police general Godfrey Otunge, who were joined by almost 600 others, in two trips. Then came Jamaicans and Bahamians, in addition to 75 Guyanese. Just three weeks ago, another group of 150 Guatemalan soldiers arrived in the Haitian capital. A final contingent of around four hundred Kenyans joined the Multinational Security Support Mission only a week ago. Although the number of troops now deployed on the ground is at or close to the 1,000 announced by the parties involved in this mission, there is no sign of any improvement in the security situation in Haiti. Criminals continue to hold the field.

Attention should be drawn to the concerns expressed in some international circles, notably the United Nations, about the dangerous shortcomings of the MMAS. Like UN Secretary-General Antonio Guterres, echoing the concerns of the organization he heads, regarding this force called upon to help end the grip of armed gangs on over 80% of Haiti’s capital. He never misses an opportunity to denounce what he says is an under-equipped, undermanned, and under-funded force. This is why he constantly calls on member states to contribute to the financing of the MMAS. But it’s an appeal that goes in one ear and out the

other, as no country, apart from the United States and a handful of its allies, has been moved by such rhetoric.

At a time when the country remains in the grip of criminals, the government is turning its back on any initiative leading to their disappearance and the restoration of security, peace and serenity. The authorities are determined to hold a referendum before launching the electoral process. Putting their money where their mouth is, they have created an Electoral Council, which in turn is setting up the related institutions.

With this in mind, the team led by Alix Didier Fils-Aimé says it has taken a new step in launching the process of revising the Constitution, with the aim of providing the country with “a more modern and representative Constitution”, underlining its determination to place “the nation’s living forces at the heart of the debates”. As part of the referendum and electoral strategy, government decision-makers are conducting their activities far from areas occupied by thugs. The first “departmental meetings of the National Conference” were held in Fort-Liberté, in the Nord-Est department. The substantial number of participants in this town, located in a department that escapes the fury of gangs, allowed them to congratulate themselves on the success of the project. Drawing attention to “the massive participation of women and young people”, the leaders saw this as confirmation of their massive involvement in “a collective will to shape the country’s future”.

Having noted the massive presence of women and young people, citizens from both urban and rural areas, the government points to the inclusiveness this represents, a remarkable phenomenon in historically marginalized sectors.

Taking his turn to speak at the Hôtel Oasis in Port-au-Prince on January 23, presidential advisor Laurent Saint-Cyr, who represents civil society within the presidential structure, took the opportunity to address the assembled represen-

tatives of this sector, drawing attention to the organization of the forthcoming elections, at a time when the country is facing unprecedented political, social and security challenges.

Drawing attention to the importance of the elections, Mr. Saint-Cyr declared that “It’s not just about electing new leaders, it’s about restoring hope and confidence in our institutions. We cannot afford to fail at this moment of national importance”.

At the same meeting, electoral experts Benzico Pierre and Bingel Victor spoke about Haiti’s electoral system, drawing attention to the logistical and organizational challenges that would hamper the smooth running of the process. The discussions also helped to identify potential pitfalls to the success of the upcoming elections, according to their assessment.

Laurent Saint-Cyr added: “The success of this project is a sine qua non for leading our country towards the stability and sustainable development that every Haitian deserves”.

Because of the reality of the movement of people across the country, particularly in the capital and throughout the Artibonite department, in addition to the national roads, characterized by the almost permanent occupation of public roads by toll-collecting criminals, motorists and pedestrians alike do not circulate freely. As far as “free, democratic, fair and transparent elections” are incompatible with pervasive insecurity, everyone should be aware that the necessary conditions must be created to enable citizens to travel to the polling stations in complete safety. Taking a shortcut by conducting the electoral and referendum strategy in areas liberated from criminals is tantamount to putting the cart before the horse. All this begs the question: is it possible to hold general elections only in the North-East and in areas protected from criminals? Undoubtedly, the first step to holding good elections is the total elimination of armed gangs. An essential strategy!

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N.Y.
Y 11435-6235 TEL (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>Haiti Haiti-Observateur 98, Ave. des Jumeaux, Port-au-Prince Tel: (0052) 224-2789 ext. (005) 224-0785</p> <p>CANADA Haiti-Observateur 2100, St-Jacques 15, Ave. St-Jacques 12210 Joliette, Québec Téléphone: (514) 381-1111</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris, le dimanche, pour les abonnés à l'abonnement annuel. 15, Avenue de la République, 94 84 404, 94 92210 Le Pré St. Germain France Tel: (33-1) 43-63-28 10</p>	<p>ÉTAT-UNIS 1 an (12 numéros) \$4.95 \$ 11.00 pour les 6 (6) mois 9.00 \$ 05 pour les 11 (11) numéros</p> <p>AFRIQUE ET ASIE 1 an (12 numéros) 100.00 FF. pour les 6 (6) mois 100.00 FF. pour les 11 (11) numéros</p> <p>CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1 an (12 numéros) 275.00 US. pour les 6 (6) numéros \$ 275.00 US. pour les 11 (11) numéros</p> <p>EUROPE 75 EUROES. pour les 6 (6) mois 125 EUROES. pour les 11 (11) numéros Max. adhésion: les membres peuvent être membres étrangers</p>
---	---

Nom/Prénom: _____
 Company/Compagnie: _____
 Address/Adresse: _____
 City/Ville: _____ State/État: _____
 Zip Code/Code régional: _____ Country/Pays: _____

(This form is provided for informational purposes only. It is not intended to be used for any other purpose.)



DÉCÈS DU DR. ROSE IRÈNE VERDIER, GLOIRE DU FOOTBALL FÉMININ HAÏTIEN

Extrait d'une note d'hommages de l'AS Tigresses/Tigers

Cette fois-ci son courage proverbial n'aura pas suffi !!!

Par Jacques Brave

Une des grandes pionnières du football féminin en Haïti, brillante spécialiste de médecine, héroïne de la lutte contre le VIH- SIDA, en Haïti, à travers le Centre de soins Gheshio, également très brillante et exemplaire footballeuse, solide, courageuse, notre brillante disciple d'Esculape, notre très adorée, grande, digne sœur, l'une des pionnières et historiques figures des Tigresses et de la première équipe nationale féminine, solide défenseuse centrale à l'extraordinaire jeu de tête, membre-fondateur, capitaine de l'AS Tigresses-Tigers, dès la participation de son Club à la première compétition de football féminin, en Haïti, au cours de l'été 1972, notre brillante sommité dans la lutte contre le VIH SIDA, la Dr. Rose Irène Verdier, n'est donc plus !

Cette nouvelle bouleversante plonge l'ensemble de notre famille dans une peine immense; l'AS Tigresses- Tigers a, en effet, perdu, samedi dernier, l'un de ses plus fidèles serviteurs, une figure emblématique de l'Association pour son brio comme joueuse, sa rigueur, ses compétences et ses grandes qualités professionnelles, notre immortelle Amie, sœur connue et appréciée de tous, vient de nous quitter, dans un hôpital de Montréal, où elle avait été trans-

portée, il y a quelque six mois, pour des soins spécialisés, en raison d'une maladie chronique, qui a eu rapidement et finalement raison de sa robuste santé.

Son dernier message de fin d'année, à ses anciennes coéquipières et amies, qu'elle concluait par un bref « À BIEN TÔT ! » rassurant ne laissait nullement penser que ce voyage pour l'éternité était aussi proche.

Le terrible stress de se rendre au Bicentenaire quotidiennement, au centre Gheshio, dans cette zone de quasi- non-droit, dispenser des soins et sauver des vies, a eu finalement raison de son corps d'athlètes et de sa santé robuste. Elle nous parlait souvent de l'angoisse de se rendre quotidiennement au Centre, à l'ancien local de l'Union School, loin du calme et de la sécurité, lorsque les Tigresses s'y entraînaient, il y a des lustres.

Avec cette disparition, c'est donc un membre historique de notre famille qui s'en va, un véritable « soldat » depuis plus d'un demi-siècle ! Tour à tour, joueuse de notre toute première et historique équipe fanion ! L'année de notre fondation, étant, encore éco-lière, à l'Institution des sœurs du Sacré-Coeur de Turgeau, elle était encore présente, il y a trois ans, lors des manifestations commémoratives de notre 50e anniver-

saire et de nos noces d'or. Rose Irène a connu les périodes sportives les plus fastes de notre Club, et son investissement exceptionnel avait contribué à faire de notre institution ce qu'elle est aujourd'hui : Obsession d'excellence ! Une école avec l'ambition d'aider les jeunes à s'épanouir pleinement, à changer leur destin.

Rose Irène était ainsi une grande personnalité, courageuse, rigoureuse, directe, d'une rare intelligence, intransigeante sur la discipline et les principes d'intégrité, de moralité. C'est dire que sa contribution à la construction du football féminin, ambitieuse et conquérante, dès son lancement, a gagné le cœur et le respect de toute la communauté; sa contribution à la réputation et à la gloire de notre Association est inestimable.

La Dr Rose Irène Verdier était du groupe de jeunes écolières réunies, le 1er février 1972, à La lue, au Collège Grégoire Eugene, participant à la réunion constitutive et ayant choisi le nom proposé par Gilbert Fombrun et Robert Fatton de AS Tigresses pour notre nouvelle Association créée dans l'idée de travailler à implanter la pratique du football chez la femme en Haïti pour contribuer à l'épanouissement de la femme haïtienne.

Nous invitons tous nos mem-

bres habitant Montréal à faire l'effort d'assister aux funérailles, histoire de saluer la famille, rendre hommage à la défunte et exprimer la douleur de nos membres des Tigresses-Tigers, à l'occasion de la perte de notre légende.

Déjà, nous prions sa famille, dont tous les membres ont travaillé au rayonnement et à la gloire des Tigresses/Tigers de croire en notre profond chagrin !

Nous Prions les anciennes coéquipières du Dr Verdier qui, grâce du ciel, sont toutes encore en vie, de recevoir nos sympathies en les assurant que, malgré la détresse actuelle du sport, dans notre pays meurtri, nous tous de la famille continuerons d'œuvrer pour que, conformément à notre serment à TOUS, nous travaillerons pour que notre « *Tigresses-tigers vivent au-delà des temps et des espérances* ».

Rosie ! *Tanpri* arrivée au ciel, raconte à Père l'Éternel la détresse du pays et des sportifs !

Aujourd'hui, c'est toute notre famille « *Jaune et Noir* », qui est en deuil et pleure, pour très longtemps, la disparition d'une grande personnalité si chère et si aimée du club !

Toutes nos pensées émues et remplies de chagrin vont vers sa famille, sa fille et son fils; au nom de tout notre club, nous leur adressons nos plus sincères condo-

léances !

Au revoir, chère Capitaine et Amie...tu nous manques déjà, nous avons tellement appris et grandi à te côtoyer NOUS TOUS ; NOUS Tous, tes AMIS du Club, NOUS sommes si tristes, jamais nous ne pourrons oublier la belle personne que tu étais...

Dieu protège ta nombreuse famille, tes deux enfants Thierry et Valérie !

Repose en paix NOTRE CHAMPIONNE ROSIE !

Avis de décès et condoléances
Dr Rose Irène Verdier, 5 février 1954- 18 janvier 2025

Elle laisse dans le deuil ses enfants : Thierry et Valérie verdier, ses frères et sœurs : Antoine Verdier, Joëlle Bélancourt, Paule Coulanges.

En cette pénible circonstance nous présentons nos sympathies aux familles: Verdier, Bélancourt, Coulanges, Géhy, Trévant, Dorsainville, Arnold, François, Numa, Nazaire, Jean-Bart, Germain, Baril et tous les autres parents et amis affectés par ce deuil

Détail des funérailles:

Exposition : 1er février 2025, de 09 heures 30 à 11heures AM, Mémorial Bellechasse, 3254 Rue de Bellechasse, Montréal H1Y 2H5 Québec, Canada.




AU REVOIR ROSE-IRENE

L'Association pleure le départ du Docteur Rose-Irène Verdier, Membre fondateur de l'AS Tigresses-Tigers, brillante et exemplaire Capitaine de notre première équipe de foot féminin.

Figure emblématique de l'AS Tigresses, brillante défenseuse, professionnelle hors-pair, Rose-Irène a été un modèle de discipline et d'intégrité pour les générations de jeunes filles qui l'ont suivie. L'Association perd un membre historique de la famille Jaune et Noir qui a grandement contribué au rayonnement et à la gloire des TIGRESSES.

Toutes nos pensées émues et remplies de chagrin vont vers sa famille particulièrement ses enfants Thierry et Valérie VERDIER

Que ton âme repose en paix.





HAITI  *Si manje pa, pyile pou!*

OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

DE BROSSÉ & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com